

International Alert
The Initiative for Inclusive Security
(formerly Women Waging Peace)

INCLUSIVE SECURITY, SUSTAINABLE PEACE :
A Toolkit for Advocacy and Action

QUESTIONS RELATIVES A LA SECURITE

Désarmement, Démobilisation et Réintégration · pg. 02

Petites Armes, Armes Légères et Mines · pg. 16

Réforme du Secteur de la Sécurité · pg. 43

Désarmement, Démobilisation et Réintégration

SANAM NARAGHI ANDERLINI ET CAMILLE PAMPELL CONAWAY

Lors de l'éruption d'un violent conflit, la disponibilité et l'utilisation des armements et des armes offensives surgissent. Souvent, particulièrement pendant les guerres civiles et les conflits internes, les combattants et les civils possèdent tous les deux et utilisent des armes. Leur présence dans la société rend la construction de la paix une tâche très difficile, accroissant ainsi le potentiel de reprise du conflit et une incidence élevée du crime violent.

La question de savoir comment désarmer les factions requiert une grande considération dans les négociations officielles de paix, ensemble avec la question connexe de la démobilisation des unités combattantes, en les assistant dans leur transition vers la vie civile. Les acteurs internationaux ont appelé cette phase du processus de paix qui aborde ces questions **désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)**.

Théoriquement, ces processus peuvent être décrits d'une manière plutôt directe. En réalité, la situation est beaucoup plus complexe, étant donné que chaque conflit et chaque processus de paix possèdent ses propres défis et opportunités. Ce chapitre tente de définir ces termes et processus selon les normes internationales, tout en démontrant que les femmes sont affectées différemment que les hommes et offrent une perspective unique qui peut contribuer à une plus grande réussite dans la construction de la paix.

1. QU'APPELLE T'ON DDR ?

Les décideurs politiques internationaux considèrent la DDR formelle comme une des étapes les plus importantes dans un processus de paix. La Banque Mondiale a défini un programme DDR réussi comme la « clé de toute transition de la guerre à la paix. »¹ Les bailleurs de fonds reconnaissent que l'échec d'un processus DDR peut menacer la stabilité d'un accord de paix et d'une paix durable à long terme.

Le démantèlement des unités combattantes, le désarmement et le renvoi des anciens combattants, leur retour dans leurs familles et leur réintégration au sein de leurs communautés prennent beaucoup de temps, sont coûteux et difficiles. Pour des fins d'explication, la DDR peut être

subdivisée en trois composantes séparées mais importantes, définies ci-après. Il est important de noter, cependant, que les phases DDR se recouvrent et sont interdépendantes.

Le **désarmement** est défini par les Nations Unies comme « ... la collecte des petites armes, des armes légères et de l'armement lourd dans la zone de conflit. »² En général, le désarmement physique a lieu dans des zones de rassemblement prédéfinies pendant les négociations de paix, zones dans lesquelles les combattants sont rassemblés dans des endroits servant de camps, où les armes sont confisquées, stockées en sécurité et éventuellement détruites.

« **La Démobilisation** est la dissolution formelle des formations militaires et, au

niveau individuel, c'est le processus de libérer les combattants d'une situation de mobilisation. »³ La décharge des combattants se fait souvent au cours d'une période de temps pendant laquelle ils sont habituellement transportés vers leurs maisons ou nouveaux districts et reçoivent un petit paquet initial de réinsertion.

La réintégration quant à elle comprend deux phases – la réinsertion initiale et la **réintégration** à long terme. La réinsertion se réfère à la courte période d'arrivée de l'ex-combattant à la maison d'antan ou dans une nouvelle communauté. La réintégration est un processus beaucoup plus long ayant pour objectif d'assurer un désarmement permanent et une paix durable. Elle comprend l'assistance en faveur de la communauté et de l'ex-combattant pendant la difficile transition à la vie civile. Au cours de cette phase, les anciens combattants peuvent entrer dans les services de placement des travailleurs, participer dans la formation des compétences, dans les programmes de crédit, dans un programme de bourses d'études ou dans des programmes de réhabilitation.

Dans certains cas, la communauté internationale peut se référer à un quatrième « R » (c à d DDRR) représentant la **réhabilitation**, qui recouvre des questions difficiles telles que le besoin d'aborder les aspects psychologiques et émotionnels du retour à la maison, ainsi que les problèmes qui sont posés en rapport avec la communauté plus élargie. Presque tous les programmes DDR abordent la réhabilitation sous quelque forme, mais l'acronyme le plus communément utilisée pour le désarmement, la

démobilisation et la réintégration est la DDR.

2. QUI ELABORE ET MET EN ŒUVRE LA DDR ?

Un programme DDR est généralement négocié comme partie de l'accord de paix. Les gouvernements nationaux sont habituellement directement impliqués dans la planification et la mise en œuvre des programmes DDR en partenariat avec les organisations internationales et les pays donateurs.

Les NU, comme tierce partie intermédiaire, supervisent fréquemment les processus DDR. Les NU ont dirigé des programmes DDR dans des pays aussi diversifiés que la Bosnie, le Cambodge, El Salvador et le Mozambique.

Dans certains cas, une mission spéciale de maintien de la paix des NU est responsable du désarmement et de la démobilisation comme une de ses tâches (voir chapitre sur les opérations de soutien de la paix). En outre, le Programme de Développement des NU (PNUD) prend part dans les phases initiales, mais est avant tout responsable de la phase de réintégration, en aidant dans l'élaboration des programmes, dans leur coordination et également dans leur mise en œuvre.

Bien que l'élaboration des programmes DDR soit décidée souvent pendant les négociations de paix et consignée dans les accords de paix, une variété d'acteurs peut offrir des conseils pendant ce processus et peut être impliquée dans la mise en œuvre. En plus des NU, un acteur principal est la Banque Mondiale qui finance et assiste dans le

fonctionnement et l'évaluation des programmes DDR. Ses premières tâches, comme l'indique la Banque Mondiale elle-même, consistent à : (a) donner des conseils politiques, (b) piloter la coordination des donateurs si cela est nécessaire, (c) « sensibiliser » les parties prenantes, (d) fournir une assistance technique et (e) mobiliser et gérer les fonds.⁴

Les autres bailleurs et acteurs, y compris les gouvernements étrangers, fournissent une assistance technique et financière, particulièrement en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre du DDR. En **El Salvador**, l'Agence des EU pour le Développement International (USAID) a été un des premiers acteurs ; dans ce cas et dans d'autres, l'USAID peut signer un contrat avec les organisations internationales non gouvernementales (ONGs), y compris les entrepreneurs à but lucratif, pour réaliser le gros du travail de terrain. Par exemple, en El Salvador, une de ces organisations a été Creative Associates qui maintient même aujourd'hui une présence à San Salvador.

Les ONGs internationales, y compris les groupes humanitaires, sont également impliquées comme donateurs et fournisseurs d'aide de secours, comme le sont plusieurs branches des NU, y compris Children's Fund (UNICEF), le Fonds de Développement pour la Femme (UNIFEM) et l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Les rôles des acteurs varient selon les besoins et les circonstances qui prévalent dans chaque situation de conflit.

En nombre croissant, les ONGs locales sont consultées par les acteurs

internationaux. Souvent, les ONGs locales basées au sein de la communauté peuvent recevoir des financements pour diriger l'aide à la réintégration et offrir des services sociaux comme les formations professionnelles et les conseils en matière de traumatisme. En ce qui concerne ses partenaires, la **Banque Mondiale** note que, « les institutions dirigées par des civils devraient être neutres, spécialisées et administrativement compétentes. »⁵

3. COMMENT EST DIRIGEE LA DDR ?

En général, le plan et le programme DDR sont d'abord discutés dans l'accord de paix comme résultat des négociations entre les parties en conflit. Le calendrier et les endroits de rassemblement sont habituellement définis à cette époque. Il doit y avoir une volonté de désarmer de la part de toutes les parties au conflit pour que le processus DDR puisse démarrer.

Le rassemblement est la première étape du processus DDR ; cette phase est également connue sous le nom de **cantonement**. D'une manière générale, dans les zones du camp, les anciens combattants ou **ex-combattants** reçoivent des vivres, un abri, des habits, des soins médicaux, une éducation de base et des programmes d'orientation. Pendant que les troupes commencent à se rassembler, le PNUD et les autres acteurs internationaux comme la Banque Mondiale et l'USAID commencent à :

1. organiser des recensements volontaires qui vont fournir l'information sur les anciens combattants pour la base de données de l'enregistrement ;

2. évaluer les besoins pour déterminer les exigences physiques des ex-combattants, les attentes et les plans pour leur vie de l'après-guerre ; et
3. fournir des documents aux ex-combattants qui leur serviront comme papiers d'identité, preuves de leur démobilisation et de leur éligibilité aux paquets et avantages de réinsertion.

Le premier objectif de la phase de rassemblement est de ramasser les armes et de démobiliser les combattants vers leurs anciennes communautés ou vers de nouvelles zones. Ainsi, les activités qui précèdent sont souvent entreprises comme une partie du désarmement physique et de la collecte des armes. Les piles de stocks d'armes sont généralement marqués, enlevés et détruits. Dans certains cas, cependant, cette dernière étape n'est pas complétée et des problèmes s'ensuivent comme conséquence. En **Sierra Leone**, les groupes rebelles ont repris possession des armes laissées par les conflits antérieurs et ils ont recommencé la guerre au printemps 2000.⁶

La recherche a montré que les ex-combattants sont souvent oisifs pendant la phase de rassemblement et, en fait, peuvent ne pas vouloir remettre toutes leurs armes. En 2003, au Burundi, la Banque Mondiale notait que : « Plus les combattants restent dans le site de cantonnement, plus probables sont les problèmes qui vont naître, à la fois en termes de fourniture de l'aide, de la sécurité et du moral de ceux qui sont cantonnés. »⁷ Ainsi, un effort est consenti pour minimiser la période de

séjour des combattants dans les camps et pour accomplir les activités qui précèdent le plus rapidement et le plus complètement possible. Toutefois, précipiter le processus DDR peut avoir des conséquences à long terme. Si les armes ne sont pas effectivement ramassées, une hausse de la violence et du crime perpétrés à l'aide des petites armes peut survenir après la guerre.

La démobilisation des anciens combattants et la sortie des zones de rassemblement prennent souvent une longue période de temps. Les ex-combattants sont habituellement conduits dans leurs districts d'origine ou dans leurs nouvelles communautés. Dans certains cas, les anciens combattants sont angoissés de retourner chez eux, soit, ils ont peur de la désapprobation ou du rejet et par conséquent essayent d'esquiver le processus. En **Ouganda**, au début des années 1990, pour faciliter le processus, les ex-combattants et leurs personnes à charge ont été briefés avant de recevoir un « kit d'installation » composé d'un abri, des vivres, des frais de transports, des habits et des soins médicaux pour une période de transition de six mois.⁸ Une assistance à la réinsertion de cette nature est généralement offerte aux anciens combattants sous forme d'argent cash pendant la phase de démobilisation – soit sous forme de distribution « d'une somme forfaitaire » ou par tranches. En outre, un matériel de base est également fourni sous forme de fournitures agricoles, de suppléments de nourriture, ou de bourses pour l'éducation. En **El Salvador**, les biens et des matériels culinaires étaient inclus dans le paquet de réinsertion.

La réintégration se réfère à un processus à long terme de retour dans la

communauté, de reconstitution des moyens d'existence et de retour à un style de vie propre à un temps de paix. En général, de modestes paquets d'avantages sont donnés aux ex-combattants en même temps que les documents de démobilisation. Les composantes de ces paquets peuvent comprendre la formation professionnelle, l'octroi de crédits, des bourses d'études, la redistribution des terres et l'emploi dans la nouvelle police ou force de sécurité. Au **Nicaragua**, les programmes de réintégration comprenaient également la formation en gestion des micros entreprises, les examens médicaux et les conseils psychologiques.

Les acteurs internationaux travaillent avec les ONGs pour organiser des ateliers et d'autres programmes de développement des compétences. Les programmes de crédit sont souvent canalisés par le biais des banques et des autorités locales. Les bourses sont souvent peu nombreuses et sont généralement destinées aux leaders des mouvements armés. La distribution des terres est généralement réalisée ensemble avec les bureaux du gouvernement et un plan global national de reconstruction. Une nouvelle force de police et une armée réorganisée sont généralement ouvertes au recrutement des anciens combattants de toutes les parties au conflit.

Tout l'environnement qui entoure le DDR est politique et fragile. Il y a des périodes critiques entre la démobilisation et la réception des avantages de réintégration lorsque la situation demeure instable. En outre, l'étape de réintégration est très sensible et n'est pas souvent achevée à cause des problèmes

de financement et des autres obstacles à sa mise en œuvre. Selon la nature de la guerre, les communautés peuvent s'opposer d'une manière véhémente au retour des combattants. Des années peuvent s'écouler avant que certains combattants ne rentrent chez eux, comme c'est le cas au **Rwanda** où des changements dramatiques juridiques et politiques ont eu lieu pendant que les combattants étaient dans les Etats voisins. Les anciens combattants peuvent trouver leurs paquets DDR insuffisants pour leurs dépenses de subsistance, ce qui les motive ainsi à rejoindre les groupes de bandits et à commettre des crimes. En résumé, même lorsque la communauté internationale estime un programme DDR « réussi », la réalité de l'après-guerre peut être moins reluisante que cela.

Un des principaux effets secondaires de la guerre qui se produit dans presque chaque pays sortant d'un conflit est l'augmentation du crime et des autres formes de violence. Les petites armes et les armes légères (SALW) contribuent à l'instabilité dans l'environnement post conflit et sont souvent attribuées à un programme DDR incomplet. Pendant le processus **DDR** au Libéria en 2004, 16.000 ex-combattants sont entrés dans le programme, mais seulement 10.000 armes – beaucoup en état de délabrement – ont été ramassées.⁹ Par conséquent, des projets à long terme de micro désarmement peuvent être nécessaires même après l'achèvement du DDR formel (voir chapitre SALW).

Etant donné que les femmes sont affectées d'une manière disproportionnée par la violence au foyer et dans leurs communautés, elles se sont mobilisées dans différents pays à travers

le monde pour débarrasser leurs sociétés des petites armes. Comme une étude de la Banque Mondiale le rapporte, « la pauvreté, couplée avec l'érosion de l'autorité des institutions traditionnelles, conduit au crime et à la délinquance. Les jeunes gens sans emplois, démobilisés, habitués à la violence et à la brutalité pendant la guerre, vont probablement constituer des gangs ... et peuvent constituer une constante menace pour la sécurité de la femme et de l'enfant. »¹⁰

En plus de ces défis, les anciens combattants transmettent le VIH/SIDA et les autres maladies sexuellement transmissibles à leurs épouses et à leurs familles ; dispenser les soins requis pour ces combattants qui souffrent d'infirmités, de traumatismes psychologiques et de maladies revient aux femmes (voir chapitre sur le VIH/SIDA)/

4. QUEL EST L'IMPACT DU DDR SUR LES FEMMES ?

En général, les organisations internationales chargées de la mise en œuvre n'ont pas planifié l'inclusion des besoins et des préoccupations des femmes dans les programmes DDR. En fait, l'impact du retour des combattants mâles sur les femmes a historiquement été ignoré. Cette négligence des nombreux rôles complexes que les femmes jouent pendant la guerre et la paix conduit à un DDR moins efficace et moins informé qui ne s'étend pas totalement au niveau communautaire et qui peut ne pas conduire à une paix durable ou à long terme.

LES FEMMES EN TANT QUE COMBATTANTES

Les femmes combattantes ont constitué un nombre important de combattants au cours des dernières années dans des pays comme l'Erythrée, El Salvador, Sri Lanka et le Zimbabwe et elles ont également participé dans beaucoup d'autres conflits. Les femmes ex-combattantes font souvent face à des obstacles spécifiques au genre pendant la période qui suit la guerre.

Dans certains cas, comme en **Sierra Leone**, les femmes n'ont pas été officiellement définies comme combattantes et ont par conséquent immédiatement perdu le droit d'accès aux programmes DDR, y compris à l'éligibilité aux avantages de la réinsertion. Dans d'autres cas, comme en **El Salvador**, les femmes combattantes ont été incluses dans les premières listes des troupes qui entrent dans les programmes du PNUD pour le DDR, mais elles ont subi la discrimination dans d'autres phases, comme l'accès à la terre et au crédit au niveau local. Mais, même dans le cas où les femmes étaient incluses dans le processus officiel, les besoins des femmes dans les camps, comme la fourniture, les soins de santé de base ou les facilités sanitaires, n'ont pas été considérés. Au **Mozambique** où quelques femmes combattantes participaient dans les programmes officiels DDR, elles ont bénéficié d'une formation uniquement dans les activités traditionnelles de la femme comme la couture et le travail de secrétariat. Au **Rwanda**, le gouvernement national a financé trois années de formation professionnelle pour les membres de la première association des femmes ex-combattantes dans la région des Grands Lacs. L'association est composée des représentantes de toutes les 12 provinces

du Rwanda et de toutes les parties au conflit.¹¹

Chose surprenante, au **Sri Lanka**, il existe des rapports selon lesquels les femmes seraient quelquefois des combattantes plus respectées que les hommes et jouiraient d'une forte position comme combattantes. Ainsi, les femmes sont particulièrement préoccupées au sujet de leurs potentiels rôles secondaires à la fin du conflit. Une importante étape en progressant vers l'instauration de la paix, peut par conséquent être la satisfaction des besoins et des préoccupations des femmes combattantes. Dans l'ensemble, cependant, il reste un manque de reconnaissance des préoccupations particulières des femmes combattantes dans les DDR et les autres plans et programmes post conflit.

LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES EN TANT QUE VICTIMES D'ENLEVEMENTS

Dans certains cas, les femmes, et en particulier les jeunes filles, sont forcées de devenir des combattantes. L'enlèvement ou la pression d'un gang¹² pour les enrôler dans les combats est pratiqué de par le monde, mais cela est plus répandu en Afrique. Souvent, ces femmes et jeunes filles peuvent être appelées « épouses », mais en fait, elles ne sont pas formellement mariées et dans beaucoup de cas, elles subissent des sévices sexuels.

Bien que ceci change également, les enfants sont souvent reconnus dans les programmes DDR, et les jeunes filles sont marginalisées même au sein de cette catégorie (voir le chapitre relatif à la sécurité de l'enfant). Malgré le fait que

les organisations humanitaires d'aide travaillent avec les jeunes filles ayant subi des sévices sexuels, les programmes DDR exécutés par les gouvernements et les organisations internationales n'ont pas officiellement reconnu ces femmes et ces filles pour qu'ils puissent bénéficier des avantages. En **Angola**, par exemple, le programme DDR limite son assistance aux rebelles de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) et aux soldats gouvernementaux à l'exclusion des femmes et des jeunes filles dans leurs camps.

Souvent, l'initiative est laissée aux organisations internationales et aux ONGs locales pour s'occuper des femmes et des enfants ex-combattants. Par exemple, au **Soudan**, l'UNICEF a géré un programme de désarmement des jeunes enfants – dont beaucoup ont été enlevés – et les a réintégrés dans les écoles. Il existe une reconnaissance progressive de la nécessité de viser tous les enfants en ce qui concerne l'aide à la réintégration. Les programmes qui profitent aux jeunes dans une communauté dans son ensemble aident à réduire les tensions qui pourraient naître entre la jeunesse civile et leurs collègues ex-combattants.

LES FEMMES COMME PARTISANS

Les femmes jouent souvent les rôles de partisans pendant la guerre, et ainsi, comme des combattantes, elles doivent retourner chez eux et recommencer leurs vies. Les femmes et les jeunes filles qui ont appartenu aux mouvements armés, ont servi comme cuisiniers, opérateurs radios, messagers, transporteurs de munitions, dispensatrices des soins médicaux et appuis logistiques, sont

souvent mises sur la touche pendant la période de l'après-guerre. Les nouvelles compétences et connaissances de ces femmes sont typiquement perdues, car beaucoup retournent aux rôles traditionnels d'avant le conflit – souvent appelés « perte de capital social ». En El Salvador, les femmes représentaient 30 pour cent de tous les combattants au sein du mouvement d'opposition et elles ont participé en nombre égal dans les DDR.¹³ Mais, dans la plupart des cas, les femmes sont retournées à leur rôle traditionnel de mère et d'épouse dans le foyer, malgré l'acquisition de nouvelles compétences.

LES FEMMES COMME FAMILLE DES COMBATTANTS

Dans beaucoup de cas, les femmes et les familles des combattants peuvent avoir été déracinées pour suivre leurs parents mâles pendant la guerre. Dans les cas où la guerre a été particulièrement longue dans toute une région, les combattants mâles se retrouvent souvent avec deux ou même trois femmes et familles. En général, comme on l'a vu plus avant, beaucoup de programmes DDR ne reconnaissent pas l'importance d'inclure les femmes légales ou coutumières des combattants dans le processus de planification. Un rapport de la Banque Mondiale note que « Les programmes de démobilisation et de réintégration traitent souvent les ex-combattants comme les seuls bénéficiaires au lieu de voir l'ex-combattant et sa famille comme une unité bénéficiaire. Ainsi, les besoins des familles sont souvent négligés.¹⁴ Dans certains cas comme au **Burundi**, les femmes des militaires gouvernementaux bénéficient de l'aide, mais les femmes des combattants de l'opposition n'en bénéficient pas. En

général, comme les paquets de retour sont uniquement distribués au combattant pris individuellement, les familles ne reçoivent pas l'appui nécessaire. Il existe un dialogue croissant au sein de la communauté politique internationale en ce qui concerne l'idée d'un DDR basé sur la communauté dans lequel les avantages ne seraient pas concentrés uniquement sur le combattant.

LES FEMMES AU SEIN DES COMMUNAUTES

A la suite d'un retour au foyer après des années de guerre, les femmes et les hommes dans les communautés sont confrontés à une multitude de défis. Les tensions entre les familles et les ex-combattants qui rentrent peuvent être extrêmes et on rapporte un accroissement de la violence domestique pendant la période de l'après-guerre. Au **Rwanda**, les lois relatives à l'héritage et les autres avancées en matière de droits de la femme ont été adoptées pendant que les anciens combattants vivent encore dans les pays voisins, créant ainsi des tensions dans le ménage au retour du mari. Dans d'autres cas, la guerre change les rôles des hommes et des femmes au sein du foyer et de la communauté. Si les femmes ont fait partie de l'effort de guerre, elles peuvent être confrontées à une famille qui les désapprouve lorsqu'elles retournent à la maison, comme cela a été rapporté en **El Salvador** et en **Erythrée**, ou peuvent difficilement être enclin à accepter les rôles domestiques traditionnels. Les femmes qui n'ont pas pris part à la guerre mais qui se sont occupé de leurs familles, comme dans les camps des réfugiés du **Guatemala**, ont appris également à remplir de nouvelles tâches et jouer des rôles en matière de prise de

décisions – une autre source potentielle de tension consécutive à la guerre.

Enfin, il peut y avoir un ressentiment à l'égard des ex-combattants masculins et féminins qui rentrent à la maison avec des kits DDR, alors que les communautés –les non combattants – ne reçoivent rien. Au **Mozambique**, l'USAID était préoccupé par le fait que donner une aide aux 90.000 anciens combattants et non pas aux réfugiés et aux personnes déplacées internes pourrait constituer un obstacle à une paix durable.¹⁵

5. COMMENT LES FEMMES CONTRIBUENT-ELLES AU DDR ?

Traditionnellement, les femmes ne sont pas impliquées dans la prise de décision sur les questions relatives à la sécurité ou dans l'élaboration ou la mise en œuvre de la programmation DDR. Il est important pour les voix des femmes de se faire entendre, étant donné que les actions et les décisions relatives au désarmement, à la démobilisation et la réintégration ont un impact direct sur leurs vies et sur les possibilités de réalisation d'une paix durable.

Les organisations féminines à travers le monde ont commencé à agir aux différentes phases du processus de désarmement et de réintégration, étant donné qu'elles en ont vu la nécessité pour leur travail. Le processus de paix lui-même est des points les plus importants de l'élaboration d'une stratégie de désarmement et de la paix à long terme. Un des moyens le plus efficace, bien que le plus difficile, est de s'assurer que les besoins, les préoccupations et les idées des femmes –

combattantes ou non – sont inclus dans le processus DDR est d'inclure les femmes et une dimension genre dans les négociations de paix.

Même lorsque les femmes ne mettent pas en avant une dimension genre dans les négociations, leur simple présence peut faire la différence entre l'inclusion et la consultation des femmes dans le processus DDR et la totale exclusion comme le montre deux cas contrastés. En **El Salvador**, les femmes étaient à la tête des groupes armés et participaient aux négociations. En **Sierra Leone**, les femmes ont combattu aux côtés des hommes, mais ne commandaient pas les forces. En El Salvador, 30 pour cent des combattants désarmés étaient des femmes, et la plupart ont reçu des terres et d'autres avantages.¹⁶ En **Sierra Leone**, sur environ 12.000 combattants féminins, seulement 500 ont été désarmés ou ont pu avoir un accès quelconque aux avantages de réintégration.¹⁷ Comme conséquence de leur exclusion et sans autre moyen de survie, les jeunes filles – beaucoup avec des bébés – ont organisé des manifestations violentes à Freetown en 2002 et on rapporte qu'elles ont rejoint les combattants de la guérilla au Libéria.

Lorsque les femmes sont absentes de la table des négociations de paix, elles s'organisent souvent et entament des campagnes pendant le processus de paix et une fois que le désarmement a commencé. Les femmes commencent souvent par la conscientisation sur l'importance d'un désarmement efficace pour leurs communautés par des annonces et des campagnes publiques. En **Albanie**, par exemple, les groupes de femmes ont organisé une telle conscientisation par des conférences et

des rassemblements de masses. Il y a également une nécessité d'informer la population sur le fait que, quand la collecte des armes n'est complète, la violence revient et le crime ressurgit. Il est particulièrement important pour les femmes d'être impliquées dans ces programmes étant donné qu'elles peuvent être au courant des routes et des caches d'armes et voudraient convaincre les membres de leur famille de remettre leurs armes ou de participer dans un DDR formel (voir le chapitre sur SALW). Les femmes de la Rivière Mano, par exemple, ont échangé des informations sur les mouvements de la guérilla, y compris les transferts d'armes, au sein et à travers les frontières en **Sierra Leone**, au **Libéria** et en **Guinée**. Leur connaissance leur a permis d'agir en tant que facilitateurs des négociations, en encourageant les individus et les groupes à déposer les armes.

LES CONTRIBUTIONS DES FEMMES AU DESARMEMENT

Les organisations féminines ont emprunté une variété d'approches pour accroître le désarmement pratique.

Au **Libéria**, dans les années 1990, les femmes ont exercé des pressions en faveur du désarmement comme préalable aux élections. Elles ont lancé des appels aux femmes pour qu'elles rejoignent le mouvement à travers le pays et elles ont positionné des femmes à chaque point de ramassage des armes. Les femmes ont encouragé les combattants à rendre leurs armes et leur ont donné de l'eau et des sandwiches. Les estimations indiquent que quelques 80 pour cent d'armes ont été collectées en 1996 avant l'élection.¹⁸ Bien que le Libéria soit retombé dans la

guerre et qu'un autre accord de paix est actuellement en place, les femmes demeurent actives en ce qui concerne les questions DDR, en pressant le Représentant Spécial du Secrétaire Général, Jacques Paul Klein, à satisfaire les besoins et les préoccupations des femmes dans le programme.

En **Albanie**, les groupes locaux des femmes ont travaillé avec le PNUD et l'UNIFEM en faveur du désarmement. D'abord, elles ont organisé des événements de conscientisation et des ateliers de renforcement des capacités pour les organisations féminines afin de faire face aux défis et préoccupations spécifiques que la présence des armes posent aux femmes. Par la suite, par des conférences locales et des rassemblements de masse, elles ont lancé un appel au public pour « Arrêter les Fusils » et elles ont sponsorisé des concours de fabrication de tapis portant le slogan « La vie est meilleure sans fusils. »¹⁹ Dans les villes où le projet a été mis en œuvre, environ 6.000 armes et 150 tonnes de munitions ont été ramassées en échange des projets de développement communautaire et des travaux publics.²⁰ Suite au succès du programme, des projets similaires ont été lancés dans deux autres districts albanais, ce qui a conduit à un total de 12.000 armes et 200 tonnes de munitions détruites.²¹

Dans les autres parties du monde, les femmes ont été également actives en matière de désarmement. A Bougainville, les organisations féminines ont formé les femmes à marcher seules dans la jungle pour rechercher et persuader les combattants de désarmer. Au **Mali**, on a attribué aux femmes l'organisation de la première

séance publique « de brûler les armes » pour lancer une campagne réussie de ramassage des armes.

CONTRIBUTION DES FEMMES A LA REINTEGRATION

Les femmes sont particulièrement importantes dans la phase de réintégration. Quand les combattants rentrent à la maison – à la fois les hommes et les femmes – les troubles commencent réellement. Après des années de combat et de traumatisme, il est difficile pour les ex-combattants de retourner à un style de vie « normal », et il est de même compliqué pour les communautés d'accueil d'accepter les combattants qui rentrent. Les organisations féminines ont activement aidé les hommes et les femmes à réussir la transition de la guerre à la paix. Sans **stratégie de sortie** – un terme utilisé au sein de la communauté internationale pour signifier un plan de retrait de la zone de conflit – les femmes ont un intérêt particulièrement important dans la facilitation de la transition vers la paix.

C'est parce que les organisations féminines sont généralement actives au niveau communautaire qu'elles sont particulièrement conscientes des besoins de la communauté et des anciens combattants, et qu'elles ont développé des programmes pour les satisfaire. Ces projets non gouvernementaux ont inclus le counselling pour résoudre les problèmes de traumatismes et les questions psychologiques, les questions relatives à la santé, à l'assistance médicale, à l'éducation et au renforcement des capacités. Au **Mozambique**, les femmes et les hommes démobilisés, les anciens soldats

et les vétérans infirmes ont travaillé ensemble pour former le ProPaz qui dispense une éducation à la paix dans la communauté, dirige des interventions dans les éruptions violentes au niveau local, et assure la promotion de la réintégration des combattants féminins au niveau local et national.²²

Certains programmes, à l'instar du ProPaz, peuvent servir tous les membres de la population, mais dans certains cas, les femmes ont concentré leur attention sur des groupes particulièrement vulnérables qui ont moins d'accès aux avantages de la réintégration. En **Sierra Leone**, les femmes ont travaillé d'une manière spécifique avec les enfants soldats comme groupe ayant besoin d'une assistance et ont élaboré différents projets pour travailler avec les enfants au cours de leur ajustement après la guerre. Au **Nicaragua**, les organisations féminines ont étendu spécifiquement leur action vers les femmes ex-combattantes, en leur offrant « un endroit sécurisé pour l'échange des points de vue, pour rêver, pour s'organiser et bâtir la confiance. »²³

6. QUELLES SONT LES POLITIQUES INTERNATIONALES QUI EXISTENT ?

Les NU et les autres organisations internationales ont commencé à prendre des mesures pour inclure les femmes dans la préparation et la mise en œuvre du programme DDR.

En octobre 2000, le Conseil de Sécurité des NU a adopté la **Résolution 1325** pour aborder globalement la question relative à la femme, à la paix et à la sécurité et concentrer l'attention sur le

DDR en particulier. La résolution « encourage tous ceux qui sont impliqués dans la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration à considérer les différents besoins des ex-combattants mâles et femelles et à tenir compte des besoins de leurs personnes à charge. »²⁴ Elle lance également un appel aux organisations afin d'adopter « des mesures d'appui aux initiatives locales de paix des femmes ... et qui impliquent les femmes dans tous les mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix. »²⁵ Les femmes de par le monde sont encouragées à faire appel aux organisations et agences qui élaborent et exécutent les programmes DDR dans leurs pays afin qu'elles adhèrent au mandat international de reconnaître et d'inclure les femmes.

En se basant sur la Résolution 1325, le **Département des NU chargé des Affaires du Désarmement** a publié plusieurs documents de briefing en 2001 sur l'importance de l'adoption d'une dimension genre lorsqu'on travaille sur les questions de désarmement, y compris la programmation DDR. En particulier, le Département note l'impact spécifique au genre du conflit sur les femmes, les nuances des rôles de la femme dans la paix et dans la guerre et le besoin d'une approche holistique au DDR qui s'occupe non seulement des combattants, mais également des familles et de la communauté. En ce qui concerne les jeunes filles combattantes, l'UNICEF travaille actuellement avec les autres agences des NU et les ONGs pour satisfaire les besoins des enfants et des jeunes femmes dans leur planification DDR. En plus, l'UNIFEM a lancé un site web pour faire la compilation des informations et des

leçons apprises en ce qui concerne les femmes et le DDR.

Traditionnellement, les femmes ont été considérées comme un « groupe spécial » ou une « population vulnérable ». Suite à la Résolution 1325 et à une visibilité accrue des activités de la femme en matière de construction de la paix, cependant, il est de plus en plus reconnu que les femmes peuvent constituer une composante critique d'un DDR réussi.

Les Ministres des Affaires Etrangères du G-8 ont publié une déclaration sur le DDR lors de leur réunion en 2002 au Canada, une déclaration qui note « L'existence d'un besoin particulier de reconnaître les exigences spéciales des femmes et des enfants combattants. »²⁶ Et en 2002, les NU ont publié une étude réalisée par un **Groupe d'Experts Gouvernementaux** qui notait que « La réussite de l'application des accords de paix, y compris leurs dispositions relatives au désarmement et à la démobilisation, requiert l'éducation pour le désarmement et la non prolifération et la formation en ce qui concerne les besoins spécifiques des différents groupes cibles ..., » y compris les femmes et les enfants civils.²⁷

Enfin, la Banque Mondiale a mené plusieurs études récentes qui reconnaissent que les femmes doivent être consultées et impliquées dans le processus comme anciens combattants et partisans. Ils notent également la forte capacité des femmes comme facilitatrices d'une transition pacifique.²⁸

Pendant que le discours est fort et que plus de recherches sont réalisées pour donner un éclairage aux expériences des

femmes, il existe encore peu d'exemples d'une mise en œuvre réussie de ces nouvelles recommandations.

MENER UNE ACTION STRATEGIQUE : QUE PEUVENT FAIRE LES FEMMES BATISSEURS DE LA PAIX ?

1. Coordonner les organisations internationales et, lorsque cela est possible, avec le conseiller en genre dans la mission des Nations Unies pour assurer l'inclusion des femmes et des jeunes filles dans le DDR officiel.
2. Assurer le suivi des centres et des facilités de démobilisation pour s'assurer que les femmes et les jeunes filles ex-combattantes sont dans des zones protégées et qu'elles ont accès aux facilités et matériels médicaux et sanitaires de base.
3. Entamer les campagnes en vue de :
 - Conscientiser le public sur l'importance du désarmement et de la réintégration ;
 - Préparer les communautés au retour des combattants ; et
 - Mener une enquête au sein de la communauté pour évaluer les besoins des anciens combattants et des civils.
4. Présenter les besoins de la communauté aux autorités locales et nationales et aux agences internationales qui

finacent et mettent en œuvre les programmes humanitaires et les programmes de réintégration.

5. Aller vers tous les combattants :
 - Pour les informer des possibles changements dans leur communauté ;
 - Pour répondre à leurs attentes ; et
 - Pour noter les difficultés potentielles qu'ils pourraient rencontrer à leur retour à la maison.
6. Aller vers les femmes combattantes :
 - Pour les conscientiser sur les besoins des femmes dans les communautés ainsi que sur leur rôle dans le processus de paix ; et
 - Afin de les encourager à adhérer aux organisations féminines et les aider à combler l'écart entre les combattants et la communauté.
7. Elaborer des projets et des programmes pour les anciens combattants pour :
 - Fournir des incitations à la communauté pour encourager le désarmement ; et
 - Offrir des programmes ou organiser des sessions éducatives de formations professionnelles, de génération des revenus, de conseils psychologiques, et de réconciliation.

8. Créer des réseaux ou centres basés dans la communauté pour aider les membres de la famille des combattants qui rentrent à s'adapter aux changements.
9. Documenter les programmes de réintégration et diffuser largement l'information pour que les bailleurs de fonds internationaux en soient conscients.

PETITES ARMES, ARMES LEGERES ET MINES TERRESTRES

CAMILLE PAMPELL CONAWAY

L'environnement sécuritaire dans presque chaque Etat sortant d'un conflit est extrêmement fragile, cela étant en partie dû à la disponibilité continue **des petites armes et des armes légères (SALW)**. Dans des pays aussi variés qu'El Salvador, l'Albanie et le Mali, la prévalence des SALW contribue à des taux de criminalité énormément élevés, se traduisant dans certains cas en plus grand nombre de morts en une année de « paix » que pendant la guerre. Que ces armes soient utilisées pour le regroupement des forces d'opposition, pour la constitution de gangs ou pour commettre des crimes, la présence des SALW conduit à la poursuite de la violence et de l'instabilité dans les sociétés post conflit.

En plus des SALW, les mines et les pièces d'artillerie non explosées constituent une menace constante durant des années après la guerre. Bien que les SALW et les mines soient des problèmes différents avec des décideurs politiques et des praticiens différents, les deux sont traités dans ce chapitre sous le parapluie du désarmement pratique. Cette section souligne comment la société civile, et les femmes en particulier, se sont mobilisées dans beaucoup de communautés pour débarrasser leurs sociétés de ces instruments de la violence.

1. QUE SONT LES PETITES ARMES, LES ARMES LEGERES ET LES MINES ?

Les **petites armes** font référence aux armes qu'un seul individu peut porter et manier. Elles peuvent comprendre les revolvers, les pistolets automatiques, les fusils, les carabines, les fusils d'assaut, les mitraillettes, les petites mitrailleuses et les munitions associées.

Les **armes légères** se réfèrent aux armes qui peuvent être utilisées par deux ou trois personnes. Elles peuvent comprendre les mitrailleuses lourdes, les canons portables et les lance-grenades, les anti-aériens portables et les lance-missiles, les fusils sans recul, les petits mortiers de moins de 100 calibres, les explosifs, les mines anti-personnelles ainsi que les munitions pour toutes ces armes.

La Croix Rouge Internationale définit les mines anti-personnelles comme « des engins explosifs destinés à mutiler ou tuer la personne qui les déclenche ... Ils tuent et mutilent les soldats et les civils, les hommes et les femmes, les adultes et les enfants, des dizaines d'années après la fin des combats. »²⁹ Il existe 300 types de mines antipersonnelles en usage à travers le monde et dans quatre catégories – explosive, à fragmentation, à fragmentation directionnelle et à la ricochée.³⁰ Elles sont souvent dispersées dans une certaine zone appelée **champs de mines**. Elles peuvent être préparées pour exploser lorsqu'elles sont déclenchées (par la chaleur ou le mouvement) ou peuvent être réglées pour exploser à une période prédéterminée. La nouvelle technologie a conduit à « des mines à puce » destinées à réduire les chances d'être déclenchées par un civil.³¹ Une « mine auto neutralisant », par exemple, se

déclenche elle-même après un temps défini à l'avance sans exploser. Un nouveau type de mines, avec un mécanisme de suivi par ordinateur pour aider à le récupérer facilement est entrain d'être développé. Ces « mines à puces » sont très chères, cependant, et certains acteurs armés optent pour des « mines muettes » peu coûteuses.

Les engins non explosés (UXO)³² se réfèrent aux explosifs qui n'ont pas explosés et qui, par conséquent, restent actifs après la fin du conflit armé. UXO comprend les balles, les grenades, les mortiers, les bombes à fragmentation, les roquettes et les bombes parachutées non explosés. Ceux-ci et les autres armes qui ne détonnent pas ou qui sont abandonnées constituent une menace similaire à celle des mines. Comme les mines anti-personnelles, les UXO doivent être localisées et détruites, généralement dans le cadre du programme de déminage.

La communauté internationale fait une importante distinction entre les petites armes et les armes légères légales et les SALW illégales et **illicites**. Bien que les deux types d'armes soient également mortels, cette distinction a permis aux décideurs politiques d'éviter de traiter une gamme de questions associées avec le commerce légal pour concentrer les efforts sur le commerce et l'utilisation illégales.

Environ 56 pour cent des SALW à travers le monde appartiennent légalement à des civils, tandis que 43 pour cent sont détenues légalement par les forces de sécurité de l'Etat (l'armée, la police, les agences de renseignement). Les groupes d'opposition non gouvernementaux détiennent

illégalement moins de un pour cent.³³ Le commerce légal des SALW est évalué à approximativement 4-6 milliards \$EU³⁴, dont les plus gros exportateurs sont les EU, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, la Russie, le Brésil, et la Chine.³⁵ Le commerce illégal est estimé à 10-20 pour cent du commerce total.³⁶

UTILISATION DES SALWs PENDANT LE CONFLIT

Les petites armes, les armes légères et les mines anti-personnelles ont été les premiers instruments de la guerre au cours de ces dernières années. L'estimation du nombre de SALWs en circulation dans le monde, non incluses les mines terrestres, est de 640 millions. 230 millions de mines terrestres additionnelles sont stockées à travers le monde.³⁷ Leur impact sur les civils est grave; des centaines de milliers de personnes sont tuées par an par les SALWs, et d'autres millions sont blessés.³⁸ Les morts tués par les SALWs le sont pendant un conflit armé, mais également dans les pays dits « pacifiques ».

Tous les acteurs dans un conflit – le gouvernement, l'armée, les milices, les unités paramilitaires, l'opposition armée, les guérillas, et les civils – utilisent les petites armes et les armes légères. Une Enquête sur les Petites Armes note que « Il existe une masse croissante de preuves qui indiquent que même une modeste accumulation de petites armes peut conduire à une augmentation disproportionnée de la violence armée, du conflit et de la criminalité. »³⁹ Elles continuent à être utilisées et ont des effets dévastateurs sur les civils et pour un certain nombre de raisons. Les SALWs sont :

1. bon marché et largement disponibles – Certaines sont de fabrication récente, tandis que d'autres circulent d'un conflit à un autre ou sont des restes provenant de la réduction du nombre de militaires. Certains pays, comme la **Colombie**, ont en fait armé leurs propres citoyens contre les soupçons de menaces sécuritaires.
2. De plus en plus mortelles – Dans beaucoup d'endroits, les fusils automatiques remplacent les fusils à répétition. Ces armes automatiques sont souvent utilisées pour tuer les gens plus rapidement et sur une large échelle.
3. Simples et durables – Elles exigent peu d'entraînement et durent des décennies sous presque n'importe quelles conditions.
4. Portables – Elles peuvent être transportées par un individu ou un petit groupe de personnes, elles sont facilement transférables, et sont presque impossibles à contrôler ou à surveiller.
5. Utilisées par beaucoup d'acteurs – Non seulement par l'armée et la police, mais les civils ont également accès aux SALWs, y compris une industrie de sécurité privée en pleine expansion.

Les mines terrestres sont également bon marché, durables et portables. Elles sont souvent utilisées délibérément contre les civils pendant la guerre – « pour terroriser les communautés, déplacer des village entiers, pour rendre la terre fertile agricole inutilisable, et pour détruire les infrastructures nationales telles que les

routes, les ponts, et les sources d'eau. »⁴⁰ Elles sont très difficiles à détecter et à enlever après la guerre, particulièrement les moins chères, les plus vieilles et « muettes » versions qui vont certainement être utilisées dans les conflits internes. Selon le Rapport de Surveillance des Mines Terrestres 2003, 82 pays sont touchés par les mines terrestres et les engins non explosés.⁴¹

Etant donné la coalition de la pauvreté extrême, des blessures sociales énormes et de la lutte des nouveaux gouvernements, il n'est pas difficile de comprendre comment et pourquoi la violence qui utilise les SALWs se poursuit après la guerre. Les facteurs qui contribuent à l'accroissement de la violence, du crime, ou au retour au conflit comprennent :

- Le manque d'opportunités économiques pour les anciens combattants ;
- Un marché illégal prospère par lequel les fusils peuvent être vendus ;
- La pauvreté, le marasme économique et la maladie, de même que l'effondrement des services de santé et d'éducation ;
- L'accès inégal aux droits et aux ressources ;
- Les sévères dommages causés à la structure sociale dans son ensemble, en particulier à la cohésion de la famille et de la communauté ;
- Peu de programmes et de fonds gouvernementaux pour les soutenir ;

- La constitution d'organisations criminelles qui peuvent offrir un certain niveau de sécurité et d'appui à leurs membres ; et
- Les forces de police et de sécurité qui se battent et un système judiciaire qui subit des changements massifs.

IMPACT DES SALWs SUR UNE PAIX DURABLE

Les SALWs affectent tous les civils – les hommes, les femmes et les enfants. Mais la majorité des victimes et des transporteurs des SALWs sont des jeunes chômeurs et sans formation.⁴² En plus de tuer, les SALWs sont utilisées pour commettre beaucoup d'autres violations des droits de l'homme, y compris le viol, la torture, l'enlèvement, le recrutement forcé, le kidnapping, le vol, le saccage, les déplacements forcés, les mariages forcés et l'extorsion. L'impact d'une telle violence est profond en ce concerne l'accès aux infrastructures, à l'emploi, aux soins de santé, à l'éducation, au bien-être social et au développement.

Impact des SALW à Medellin, Colombie⁴³

L'homicide est la première cause de décès à Medellin. Soixante et un pour cent de tous les décès dans la ville sont des homicides, et 90 d'entre eux sont perpétrés avec les petites armes. En outre, il existe une haute incidence de viol des jeunes filles et des jeunes femmes. Les familles sont déplacées. Les écoles sont souvent fermées à cause des confrontations armées et d'autres restrictions sont imposées en ce qui

concerne les promenades, les transports publics et les activités de groupes.

Malgré les programmes de désarmement de tous les acteurs suite à la signature d'un accord de paix, les SALWs continuent à miner les efforts de paix et de stabilité longtemps après la guerre. Si elles ne sont pas ramassées et détruites, les SALWs peuvent être :

- gardées par les anciens combattants et les civils comme leur seule source de sécurité et de génération de revenus ;
- vendues internationalement à d'autres gouvernements et/ou groupes armés insurgés ;
- vendues au crime organisé et aux autres groupes violents ; et/ou
- cachées en vue de leur utilisation ultérieure en cas de reprise de la guerre.

Un rapport des NU note que « La prolifération des petites armes ... affecte l'intensité et la durée de la violence et encourage le militantisme ... un cercle vicieux dans lequel l'insécurité conduit à une demande plus accrue des armes.⁴⁴

Le taux des morts tués par les petites armes peut diminuer uniquement légèrement avec la fin de la guerre par rapport à la période de guerre. Dans certains endroits, le nombre des pertes en vies humaines a réellement augmenté ; en **El Salvador**, le taux d'homicides s'est accru de 36 pour cent après la signature de l'accord de paix en 1992.⁴⁵

LES EFFETS INTERNATIONAUX DES SALW

L'effet de la poursuite de l'utilisation des SALWs dans les pays post conflit s'étend souvent au-delà des frontières. Par exemple, après la signature de l'accord de paix au Mozambique, les armes utilisées par les rebelles **mozambicains et angolais** ont été réintroduites frauduleusement en Afrique du Sud, ce qui y a alimenté la hausse de la violence criminelle. Un nouveau programme régional a été lancé pour ramasser ensemble les armes le long de la frontière (Opération Rachel). En **El Salvador**, l'opposition armée, le Front National de Libération de Farabundo Marti, a conservé des caches d'armes secrètes au **Nicaragua** pendant le processus de paix. Lorsqu'elles ont été découvertes, le processus de paix en El Salvador ainsi que les relations gouvernementales avec le Nicaragua étaient hypothéqués.

EFFETS DES SALWs A L'INTERIEUR DES PAYS

Dans certains cas, l'existence continue des SALWs peut faciliter la reprise de la guerre. Pour prévenir cela, le gouvernement du Nicaragua a créé une Brigade Spéciale chargée du Désarmement pour diriger un programme de rachat et de destruction des armes des combattants considérées comme constituant un potentiel de retour à la violence.⁴⁶ En **Sierra Leone**, cependant, les armes qui ont été ramassées et démantelées mais non détruites pendant le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) de 1999-2000 étaient entre les mains des groupes rebelles avec la reprise de la guerre au printemps de l'an 2000.⁴⁷

Les taux extrêmement élevés du crime violent sont le résultat de l'impact direct

de la poursuite de l'utilisation des SALWs dans les pays qui sortent d'un conflit. En **Afrique du Sud**, 15.000 personnes ont été tuées dans la violence politique entre 1990 et 1998, tandis que 25.000 ont été victimes d'un meurtre en 1998 uniquement ; la majorité des armes employées étaient des pistolets et des revolvers.⁴⁸ En **El Salvador**, beaucoup de jeunes ont rejoint les gangs appelés *maras* qui utilisent des armes comprenant des M-16s, AK-47s et des lances roquettes. Celles-ci sont utilisées pour commettre des crimes, y compris les enlèvements, les vols et la violence de la rue ; en fait, les mineurs ont contribué pour 70 pour cent de tous les crimes commis à San Salvador, la capitale.⁴⁹ A Mindanao, aux **Philippines**, 78 pour cent des morts violentes et des blessures ont été attribuées aux armes automatiques et aux pistolets.⁵⁰

La présence des mines terrestres dans les sociétés post conflit a un impact sur la population des décennies durant après la guerre.⁵¹ Leur présence sur les terres destinées à l'agriculture contribue à la mort et aux mutilations, mais également à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Au **Cambodge**, par exemple, alors que 85.000 familles avaient reçu des terres à la suite de l'accord de paix, seulement 2.435 familles étaient en mesure de les utiliser à cause de la présence des mines terrestres.⁵² Au **Kosovo**, les mines ont été placées près des habitations et, à cause de cela, 300 personnes ont été tuées et blessées au cours de la seule été 1999.⁵³ Les mines placées le long des routes et des voies des chemins de fer affectent la réinstallation des réfugiés, empêchent la saine distribution de l'aide alimentaire et handicapent le transport

vers le lieu du travail. Les mines terrestres peuvent même être utilisées comme des armes suite au conflit comme au **Cambodge** où leur disponibilité a conduit à leur utilisation pour la protection des biens et même pour le règlement des disputes.⁵⁴

L'Impact des SALWs en « Temps de Paix »⁵⁵

Utilisées dans presque 40 pour cent de tous les homicides, mais également dans les attaques, les menaces, les vols, les attaques sexuelles et les suicides, les armes à feu sont clairement un instrument commun pour perpétrer la violence dans la société ... Toutefois, les impacts de la violence perpétrée avec l'usage d'un fusil ne sont pas limités aux blessures fatales ou non fatales d'une arme à feu. Une vaste variété de petites armes en rapport avec les crimes – commis soit par les individus ou par l'Etat – peut constituer une menace pour la sécurité physique, économique, sociale, politique et culturelle de la communauté. Par région, 36 pour cent de tous les homicides et suicides commis avec une arme à feu ont lieu en Amérique Latine et dans les Caraïbes, 18 pour cent en Afrique et 12 pour cent en Amérique du Nord et dans le Sud-est Asiatique.

Au delà de l'effet direct de la violence des SALWs, la disponibilité et l'utilisation des petites armes minent également le développement socioéconomique. La poursuite de l'instabilité, attisée par les SALWs, empêche la reconstruction des infrastructures, le commerce et la reprise de la production alimentaire à large et à faible échelle. En **Afrique de l'Est**, les confrontations armées réduisent les

futures générations de bétail même au niveau de l'économie de subsistance. Les barrages armés, le banditisme, les barrages routiers informels et les raids sur les convois laissent les populations civiles sans nourriture et sans accès à l'emploi. Les gouvernements nationaux sont alors forcés d'orienter les ressources pour couvrir les besoins de sécurité plutôt que vers le développement ; le bien-être et l'investissement extérieur n'auront probablement pas lieu dans un tel environnement. En **Colombie**, le coût économique de la violence est estimé à 25 pour cent du produit intérieur brut du pays.⁵⁶

Les SALWs affectent également la prestation des services de soins de santé et d'éducation de la population à la fin de la guerre, rendant encore plus difficile de récupérer après des années de privation de ces services. Les effets à long terme d'un système de bien-être social dévasté comprennent des années sans éducation, des taux de décès plus élevés provoqués par des maladies qui peuvent être soignées, des écoles et des cliniques fermées. On estime que dans la plupart des zones affectées en **République Démocratique du Congo**, 68 pour cent des enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école, et 211 des 228 écoles ont été détruites.⁵⁷ Au cours de la période qui suit le conflit, il y a souvent peu de médecins et d'enseignants qui survivent à la guerre, et la reconstruction des facilités éducatives et sanitaires est coûteuse, en particulier si les factions armées continuent à causer des ravages. En **Albanie**, le taux d'enrôlement dans l'enseignement primaire et secondaire est de 18 pour cent plus faible qu'avant la crise de 1997 ; les jeunes citent la

prolifération des armes et la crainte de la violence armée comme raisons de leur choix de l'absentéisme aux cours.⁵⁸

EFFETS DES SALWs AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Après la guerre, les communautés font face à des obstacles inouïs sur la voie de la réhabilitation et de la réconciliation. La prévalence des SALWs peut conduire à une culture de la violence au sein de la communauté qui « privilégie les situations de violence à celles de paix ; une culture dans laquelle les individus recherchent la protection physique plutôt que le dialogue et la réconciliation. »⁵⁹

Les chefs militaires peuvent être glorifiés et certains peuvent remplir des obligations perçues pour se venger des torts passés. Les relations familiales et communautaires sont tordues, en particulier lorsque les anciens combattants armés et traumatisés, y compris les enfants soldats, retournent dans leurs foyers. Les fils ne s'inclinent plus devant leurs pères, les relations du genre sont affectées et le recours à la violence devient monnaie courante. Le respect des pratiques indigènes et des institutions traditionnelles s'estompe également. La violence domestique augmente. Au **Sri Lanka**, il existe plusieurs contes de soldats déserteurs qui retournent au foyer pour infliger des abus contre leurs épouses, des abus semblables à ceux qu'ils ont connus pendant la guerre.⁶⁰

2. QU'IMPLIQUE ET QUI EST IMPLIQUE DANS LE DESARMENT PRATIQUE ?

Le désarmement pratique, tel que défini par les NU, est « la collecte, le contrôle et la destruction des armes, spécialement les petites armes et les

armes légères, couplés avec la restriction de la production, de l'achat et du transfert de telles armes, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants, le déminage et la reconversion en vue du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité dans les zones qui ont souffert du conflit » (voir le chapitre sur le DDR et la réforme du secteur de la sécurité).⁶¹

Il existe trois étapes complexes en matière de désarmement pratique et toutes doivent être franchies dans un programme d'ensemble :

1. *contrôle des approvisionnements* par la réglementation du transfert des armes et l'application des restrictions en ce qui concerne la possession et l'usage des SALWs ;
2. *réduction de la demande* en assurant la sécurité publique, le respect de la loi, en offrant des opportunités économiques et en assurant la promotion d'une participation politique équitable ; et
3. *récupération des stocks* détenus par la population et destruction de ces armes ainsi que des surplus d'armes du gouvernement.

CONTROLE DES APPROVISIONNEMENTS

Les SALWs proviennent d'une variété de sources. Elles peuvent être produites au sein du pays ou elles peuvent être légalement importées grâce à des dons ou ventes du gouvernement et/ou par les ventes commerciales. Elles peuvent également être illégalement importées par le biais d'exportations secrètes d'armes aux gouvernements ou aux

groupes insurgés, par les ventes au marché noir ou l'importation à partir de groupes armés d'alliés insurgés dans les autres Etats. Elles peuvent également être mises en circulation à l'intérieur du pays ou de la région à travers les vols dans les stocks gouvernementaux, les pillages de différents groupes armés et les échanges entre les groupes armés et/ou le gouvernement.

Il est du devoir des gouvernements nationaux de contrôler le flux et l'approvisionnement en SALWs à l'entrée et à la sortie de leurs pays. Les gouvernements ont déjà commencé à faire cela en :

- développant les contrôles frontaliers et douaniers pour combattre le trafic illicite ;
- renforçant les capacités de la police ;
- réglant et en restreignant les flux et les transferts d'armes en fixant des critères d'exportation, en réglant les activités de courtage et en traduisant en justice les contrevenants ;
- améliorant les procédures de suivi et de marquage pour mieux suivre le mouvement des armes ;
- créant les registres des petites armes ;
- maintenant la transparence dans les transactions légales d'armes ;
- ouvrant le dialogue avec les producteurs et les fournisseurs ;
- élaborant une législation nationale et des procédures administratives pour les SALWs ;
- harmonisant et en appliquant une telle législation à travers la région ;
- créant des commissions nationales sur les SALWs incluant la société civile ; et
- appliquant effectivement les restrictions relatives à la possession et à l'usage des armes.

Les agences internationales et bilatérales soutiennent souvent les gouvernements dans ces efforts. **Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**⁶², par exemple, assure le renforcement des capacités pour les agences nationales afin qu'elles contrôlent le flux et la fourniture des SALWs illicites. Les gouvernements des pays producteurs et exportateurs d'armes doivent également imposer des réglementations plus sévères ainsi que leur application pour prévenir les flux illicites d'armes.

REDUIRE LA DEMANDE

Il existe trois niveaux de demande : le niveau individuel, collectif (les groupes armés) et l'Etat/gouvernement. Le désarmement pratique s'adresse à la demande des SALWs par les individus et constitue la plus difficile composante du processus de désarmement. Il repose sur une approche globale qui comprend l'établissement d'un état de droit, l'offre des opportunités économiques et la promotion de l'égalité des droits et de la participation politique. Le but est d'éliminer la perception des citoyens selon laquelle ils ont besoin d'une arme. « L'approche de la demande cherche à

changer la culture relative à la possession d'une arme et à la violence par les armes – une tâche qui n'est pas facile à moins que l'organe de mise en œuvre de telles politiques ne puisse également réduire l'insécurité qui a créé le problème en premier lieu. »⁶³

La société civile constitue un important partenaire dans ce processus. Les mécanismes de réduction de la demande des SALWs insistent sur la promotion « d'une culture de paix » par des efforts tels que :

- des programmes de sensibilisation du public sur les dangers de possession des armes ;
- la suppression du prestige d'être enfants soldats et offrir des alternatives de rôles modèles pour la jeunesse ; et
- des programmes d'éducation à la paix qui font le plaidoyer de la résolution non violente des conflits.

La plupart du temps, ces efforts sont combinés avec un programme officiel de collecte des armes gouvernementales, décrit ci-après.

RECUPERATION DES STOCKS

Dans le contexte de la construction de la paix post conflit, le désarmement pratique pour ramasser et détruire les armes peut être divisé en deux catégories générales :

Désarmement sur commande :⁶⁴ Ceci a lieu immédiatement après le conflit et est généralement prévu par l'accord de paix. Il comprend :

1. Des programmes DDR qui offrent aux groupes armés un paquet d'avantages comme moyen incitatif pour qu'ils se présentent aux autorités et désarment. Dans ces cas, les armes sont habituellement détruites en public comme partie du processus. « Le DDR réduit considérablement le risque de la reprise de la guerre civile ainsi que la possibilité pour les anciens soldats et les combattants de la guérilla de se convertir en bandits armés. »⁶⁵ (voir le chapitre sur le DDR).
- Un SSR qui réduit la taille de l'armée, y compris le nombre et le type d'armements, et formule de nouvelles politiques et structures des forces de sécurité (voir chapitre sur le SSR).
- **Collecte volontaire des armes :** Ces programmes peuvent fonctionner pendant des années après la guerre et ne sont pas basés sur l'ordre mais sur le choix. Ils offrent des pénalités ou des récompenses – « la tactique du chou et de la carotte » - pour encourager les civils armés à déposer leurs armes.

Les programmes de remise volontaire des armes sont organisés après le conflit et en temps de paix dans les sociétés d'El Salvador, au Mali, au EU – dans presque tous les cas, l'objectif premier est la prévention du crime et de la violence. Ils sont occasionnellement gérés par les NU ou les autres agences internationales, mais ils sont généralement conduits par les gouvernements nationaux et locaux, souvent avec l'appui de la société civile. Dans la plupart des cas, ceux qui remettent les armes demeurent

anonymes ou sont assurés contre toute poursuite judiciaire (par ex. sur la base « de ne pas poser des questions »). Des mesures incitatives pour la participation sont habituellement offertes : l’amnistie, de l’argent, des jeux ou des vivres. Outre les récompenses, des mesures de répression peuvent suivre le programme, mesures par lesquelles l’action de la police est accrue, les armes saisies et les pénalités renforcées. Les programmes de remise volontaire des armes réussissent la plupart du temps lorsqu’ils font partie d’une approche holistique globale de construction de la paix et du désarmement. Si ceux qui possèdent les armes sont mécontents des tentatives de reconstruction, ils seront moins enclins à désarmer. Les programmes de ramassage des armes font souvent partie de l’éducation à long terme et de la campagne de conscientisation.

La Société Civile et les SALWs⁶⁶
 « Les organisations non gouvernementales (ONGs) mènent l’attaque et créent le dynamisme sur la question relative aux petites armes. Elles oeuvrent dans les sociétés post conflit pour assurer la collecte des surplus d’armes. Les ONGs développent des programmes de réhabilitation pour les ex-combattants. Dans certains pays, comme l’Afrique du Sud, les ONGs travaillent directement avec les gouvernements pour élaborer des lois règlementant les petites armes. »

Il existe beaucoup de programmes de collecte d’armes comprenant le rachat, les périodes d’amnistie, les armes pour le développement, les prix de loterie, le paiement cash, les bons de nourriture et de biens, les bourses d’étude, des ordinateurs ou des radios, des outils pour la vente et/ou l’agriculture, les matériaux

de construction et des maisons, les projets d’infrastructures et les services de santé publique. Les principaux types de programmes de collecte volontaire des armes comprennent :

Les Rachats : Ceux-ci font référence uniquement aux cas où les armes sont collectées en échange d’un paiement cash, souvent au prix du marché noir ou au prix moyen de vente légale. Par le biais d’une campagne publique, les prix sont établis, le type d’armes à collecter est annoncé, une période limite est définie et des points de collecte identifiés.

Au **Nicaragua**, le gouvernement a initié un programme de rachat des armes pour encourager les combattants à ne pas se réarmer. L’argent, les vivres alimentaires et des programmes de micro projets étaient offerts en échange des armes. De 1991 à 1993, 142.000 armes ont été détruites par le biais de ce programme.⁶⁷

A **Haïti**, l’Armée US a conduit un programme de rachat comme composante de leurs opérations de rétablissement de la stabilité au début des années 1990. Le programme a donné de l’argent cash et mené la politique de « pas de questions à poser » aux participants et collecté 33.000 armes en 1994 et 1995.⁶⁸

Echange : Dans certains cas, offrir de l’argent cash pour les programmes peut réellement contribuer à augmenter la valeur et la demande des armes. En réponse à cela, des programmes d’échange ont été élaborés : ils accordent des marchandises à ceux qui remettent les armes.

En **El Salvador**, la société civile, la communauté des hommes d'affaires et l'Eglise Catholique ont initié le programme Marchandises pour Fusils qui a exécuté 23 projets de collecte volontaire d'armes avec un financement international, gouvernemental et privé.⁶⁹ Il a collecté 4.357 armes à feu – uniquement 8 pour cent des armes légalement importées pendant cette période.⁷⁰ Bien qu'il n'ait pas collecté un grand nombre d'armes, il a sensibilisé le public sur la question. « Les centaines d'articles des journaux nationaux qui ont été publiés aux cours des dernières années et qui couvrent tout, depuis la réforme législative, l'opinion publique et le trafic illicite d'armes jusqu'à l'impact de celles-ci sur la société, constituent la preuve que collectivement la société salvadorienne a pris la question à cœur ... »⁷¹

Au **Mozambique**, le programme Outils contre Armes a été entrepris par le Conseil Chrétien des Eglises de 1995 à 2000, pour collecter des armes en échange d'outils et d'équipements variés. Beaucoup d'armes confisquées ont été transformées en objets artistiques publics et en outils pratiques. Devant le manque de volonté et de compétence de la part du gouvernement, les églises ont en réalité conduit le projet. Celui-ci a collecté environ 1.000 armes par an, tout en menant simultanément des campagnes pour faire progresser le soutien du public à la paix, au prix de 350.000 \$ par an.⁷²

Amnistie : Quelques programmes de collecte d'armes offrent l'amnistie comme mesure incitative pour remettre les armes.

En **Bosnie et en Herzégovine**, la Force de Stabilisation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a conduit un programme continu de collecte d'armes (Opération Récolte) qui garantit l'anonymat et l'amnistie à ceux qui remettent leurs armes. En 2000, 5.081 petites armes ont été ramassées ; 2.642 mines terrestres ont été détruites ; et 2,7 millions de cartouches de 20mm ont été rassemblées.⁷³

Développement Collectif : Parfois appelé **Armes contre Développement**, ce genre de programme de collecte a évolué en réponse aux appels pour l'offre de mesures incitatives comme les projets d'infrastructure qui profitent à l'ensemble de la communauté et non pas juste aux individus en possession de fusils. Il s'agit du nouveau modèle souvent recommandé dans les pays qui sortent d'un conflit en vue d'éviter de récompenser les individus qui ont pris les armes et d'impliquer ceux qui n'ont pas porté les armes et résoudre les facteurs collectifs de demande.

- Le premier de ces programmes a été initié par le PNUD en **Albanie**. Le Projet Pilote Gramsh a été mené de 1998 à 2000 ; il a collecté 7.000 armes et offert 12 projets de développement dans un seul district au prix de 800.000\$. En s'appuyant sur l'expérience de ce projet pilote, le PNUD a initié le projet à large échelle Armes contre l'Echange du Développement de 2000-2002 ; il a collecté 6.000 armes et donné en récompense 23 projets dans deux districts pour un montant de 1.800.000\$. Plus récemment, le PNUD a conduit le projet Armes en Compétition pour le Développement dans tous les 36 districts en Albanie,

un projet dans lequel les communautés sont entrées en compétition pour de petits projets d'infrastructure et de développement en remettant les SALWs. Il a ramassé 11.864 armes dans 15 districts et octroyé 46 projets de développement dans 5 districts à un coût de 962.000\$.⁷⁴

Les organisations internationales qui financent et soutiennent les programmes de collecte d'armes comprennent les NU et les agences multilatérales et bilatérales. Au sein des NU, environ 40 Etats membres composent le **Groupe des Etats Intéressés par les Mesures de Désarmement Pratique** mandaté par l'Assemblée Générale pour accorder des financements aux programmes pratiques de désarmement, au niveau national et local.⁷⁵ En outre, le Fonds Fiduciaire des NU pour la Consolidation de la Paix par des Mesures de Désarmement Pratiques est administré par le **Département des NU chargé des Affaires du Désarmement** pour financer des projets similaires. Le **PNUD** a dépensé environ 10 millions \$ dans les efforts de désarmement depuis 1999.⁷⁶ Enfin, le Fonds Post Conflit de la **Banque Mondiale** appuie les programmes de désarmement à travers le monde, y compris le déminage.⁷⁷

Dans beaucoup de cas, les organisations internationales, les gouvernements nationaux et locaux et les groupes de la société civile forment un partenariat pour réussir les programmes de collecte d'armes. En **Macédoine**, le parlement à créé une agence pour diriger le programme et avec l'assistance de la société civile, le gouvernement à commencé une campagne de sensibilisation du public à travers tout le

pays sur le programme lui-même ainsi que sur les problèmes relatifs aux SALWs. Les dirigeants gouvernementaux au niveau national et local ont supervisé la remise aux points de collecte, et le PNUD a offert des tickets de loterie à chaque participant pour gagner une voiture, une télévision, des biens de ménage, des livres scolaires et des bourses d'étude. Environ 6.000 armes ont été collectées en 45 jours.⁷⁸

Il existe de nombreux défis associés aux programmes de collecte des armes. Les décideurs politiques et les praticiens ont identifiés plusieurs leçons importantes à tirer :⁷⁹

- Evaluation préalable – Il est important de connaître le point de départ (le nombre d'armes en circulation) afin de pouvoir mesurer l'impact.
- Cohérence – Les parties impliquées ont souvent une variété de priorités, d'objectifs, de plans de processus et d'acteurs cibles pour les programmes, ce qui peut créer plus de problèmes que de solutions. Il est important de définir clairement les objectifs et de maintenir la transparence tout au long du processus.
- Mesures incitatives et sanctions – Que ce soit pour offrir des mesures incitatives ou des pénalités – et lesquelles – cela peut constituer une importante pierre d'achoppement. En particulier, la controverse qui existe est que le fait de donner des récompenses contre les armes peut en réalité augmenter leur valeur et demande, provoquant ainsi une panoplie d'autres problèmes.

- Combinaison avec d'autres efforts – Un programme efficace de collecte d'armes doit être conduit dans un cadre global de paix et de stabilité.

Forces et Faiblesses des Programmes de Collecte d'Armes

« L'expérience montre que les programmes de collecte d'armes souffrent de deux faiblesses critiques : ils ne désarment pas effectivement les criminels, ni ne réduisent d'une manière significative le nombre d'armes dans une zone spécifique ... (Toutefois), ils visent à influencer un changement de culture et d'attitudes à l'égard du rôle des armes dans la société ... Les programmes de collecte peuvent consolider les relations entre les groupes de la société civile et créer un modèle de collaboration pour l'avenir ... (et ils) peuvent effectivement soutenir, renforcer, ou encourager des initiatives additionnelles visant à améliorer la sécurité humaine et le développement en général. » Programme des Nations Unies pour le Développement, 2002⁸⁰

Le succès ou l'échec des programmes de collectes d'armes peut être mesuré qualitativement et quantitativement. Les indicateurs généraux d'un programme réussi comprennent moins de violence, moins d'armes visibles, une plus grande liberté de mouvement, de nouveaux projets de développement et une augmentation des organisations de la société civile. Les indicateurs quantitatifs comprennent la réduction du crime telle que reflétée dans les statistiques, une augmentation du prix d'une arme (indiquant ainsi que peu d'armes sont en circulation) et les « statistiques de la reprise » (un pourcentage égal à la quantité d'armes

récupérées divisée par le nombre estimatif des armes dans la communauté).⁸¹

ACTION CONTRE LES MINES

La destruction des mines terrestres est probablement la forme la plus connue et la plus soutenue du désarmement pratique. A cause du coût en vies humaines, de la réduction de l'accès à la terre pour la production alimentaire et de l'impact sur les infrastructures, la communauté internationale a toujours été disposée à reconnaître le problème et à financer les solutions. Toutefois, pour une variété de raisons, le dégagement des mines terrestres est un processus continu, très lent et coûteux.

L'action contre les mines comprend le dégagement des mines ; les programmes de conscientisation des civils sur les mines, la réhabilitation des services pour les victimes, le plaidoyer, et la destruction des piles de stocks par les gouvernements nationaux comme l'exigent les traités internationaux.⁸² Un annuaire des normes internationales relatives à tous les aspects de l'action contre les mines est disponible au www.mineactionstandards.org.

Dégagement des mines : également connu comme **déminage**, il existe deux principaux types de déminage :

1. militaire – lorsque les mines sont enlevées pendant la guerre comme partie de la tactique militaire ; et
2. humanitaire – lorsque les mines sont enlevées dans un environnement post conflit comme stratégie de protection des civils.

Le déminage est un processus coûteux et très lent ; on utilise 100 fois plus de temps pour dégager une mine que pour en placer une et le coût de l'enlèvement va jusqu'à 1000\$ pour dégager une mine qui ne coûte que 3\$ pour la fabriquer.⁸³ Plusieurs étapes sont impliquées dans le déminage humanitaire qui est presque toujours réalisé par un personnel entraîné et muni d'un équipement approprié.

- Enquête, cartographie et marquage : Ceci comprend l'identification des zones minées à travers les enquêtes de « Niveau Un », la collecte de l'information et les interviews. Les enquêtes techniques de « Niveau Deux » sont alors menées pour se concentrer sur les zones minées. Les enquêtes de « Niveau Trois » déterminent les zones de très haute priorité pour commencer le déminage et marquer les autres zones minées.
- Préparation du terrain : Dans certains cas, la végétation et sa croissance doivent être coupées – très lentement et prudemment – avant le déminage.
- Dégagement manuel et mécanique : Par groupes de deux, les démineurs manuels utilisent des détecteurs à main, des sondes et des chiens pour localiser les mines. Quelques fois, les engins mécaniques de déminage peuvent être utilisés, mais le travail manuel est toujours exigé.
- Désactivation et enlèvement : Dans certains cas, il est recommandé de déplacer les mines vers une autre localité pour la désactivation.

- Destruction : Le plus souvent, les mines sont détruites avec un petit explosif lorsque et là où on les trouve.

Beaucoup d'acteurs différents sont impliqués dans le déminage, y compris les organisations humanitaires internationales, les NU, les agences bilatérales, les gouvernements nationaux et la société civile. Les NU apporte un appui au déminage par le biais du **Département des Opérations de Maintien de la Paix (DPKO)** et **l'Office de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)**, qui comprend le Fonds Fiduciaire Volontaire pour l'Assistance au Dégagement des Mines. En **Afghanistan**, les Etats Unis ont accordé, en 2002 uniquement, 3,2 millions \$ à l'ONG Halo Trust qui emploie 1200 afghans spécialistes du déminage.⁸⁴ Au **Cambodge**, la mission des NU et le gouvernement ont créé le Centre Cambodgien d'Action contre les Mines (CMAC) en 1992 avec l'appui du **PNUD** ; et depuis 1998, il emploie 3.000 personnes avec des pelotons de déminage comprenant le plus grand nombre du personnel. Depuis 2003, le CMAC a détruit 181.659 mines antipersonnelles, 750.887 engins non explosés et 273.732.034 fragments d'armes.⁸⁵ Au **Sri Lanka**, avec l'appui du PNUD, le gouvernement a dirigé des programmes de déminage ensemble avec l'opposition armée, les Tigres de Libération de Tamil Eelam, dans les zones affectées par le conflit.

De plus en plus, des efforts sont consentis pour impliquer la communauté locale dans la collecte des informations relatives aux zones minées et à la détermination des priorités pour le dégagement des mines et l'action.⁸⁶ Par

exemple, le **Groupe Consultatif sur les Mines** tient des réunions avec les dirigeants de la communauté – les hommes, les femmes et les enfants – comme première étape du processus de déminage. En **Angola**, un personnel local a été recruté et formé, et un agent de liaison avec la communauté a été nommé pour garder ouverts les canaux de communication avec la population.

La **sensibilisation sur les mines**, appelée également **éducation sur le risque des mines** : Le but de ces programmes est de réduire le risque des blessures des civils par les mines terrestres par des campagnes de sensibilisation, l'éducation et la formation, habituellement au niveau local. Les ONGs internationales, les NU et les gouvernements nationaux constituent un partenariat pour exécuter ces programmes. Par exemple, en 2004, le **Fonds des NU pour l'Enfance**, le **Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme**, le gouvernement **Zambien** et le Centre Zambien d'Action contre les Mines Anti-Personnelles, ont constitué un partenariat pour dispenser des programmes d'éducation sur le risque des mines dans six camps de réfugiés pour les réfugiés angolais et également pour les Zambiens ; ils comprenaient des activités participatives, des matériels didactiques et une éducation en tête-à-tête.

Aide aux victimes : Environ 15.000 à 20.000 personnes sont tuées ou blessées chaque année par les mines anti-personnelles.⁸⁷ Les NU ont élaboré un guide sur les programmes d'aide aux victimes et publient trois fois par an, un Bulletin de Nouvelles sur l'Assistance aux Survivants et aux Victimes des

Mines Terrestres. Avec l'appui des NU et des autres, une gamme d'organisations humanitaires internationales s'engage à aider les victimes infirmes. Le **Réseau des Survivants des Mines Terrestres** emploie des travailleurs sociaux effectuant un travail d'information sur le terrain auprès de la communauté – des victimes eux-mêmes – pour renforcer la capacité et soutenir les victimes des mines terrestres. Save The Children dirige le Projet de Réintégration Sociale en **Afghanistan** pour donner une assistance à long terme aux enfants victimes et à leurs familles. L'**Agence des EU pour le Développement International** a créé le Fonds Leahy des Victimes de Guerre pour offrir des prothèses, des chaises roulantes et autres besoins pour les personnes estropiées par les mines terrestres ; les ONGs et les agences gouvernementales peuvent demander des dons du Fonds.⁸⁸

Destruction des stocks de réserves : Depuis la Convention d'Ottawa,⁸⁹ le traité international de 1999 qui ordonne la destruction des champs et des réserves de mines terrestres, le nombre de producteurs de mines terrestres a diminué passant de 54 à 16⁹⁰. Jusqu'au mois de juillet 2004, 143 Etats étaient parties au traité.⁹¹ Parmi ceux-ci, 68 avaient totalement détruit leurs stocks, et 48 de plus avaient déclaré ne plus disposer de stocks de mines.⁹² En outre, 37 Etats avaient promulgué des lois pour mettre en œuvre le traité dans leurs pays, tandis que 26 autres pays ont entamé le processus de promulguer une législation.⁹³

Les armées sont habituellement responsables de la destruction des stocks de réserve des mines terrestres, et les organisations internationales soutiennent

de plusieurs manières les efforts des gouvernements nationaux. En fait, l'article 6 de la Convention d'Ottawa stipule que les pays qui ont besoin d'une assistance financière pour la destruction de leurs stocks de réserve peuvent faire appel aux autres Etats parties. En outre, une autre assistance est disponible pour les gouvernements, comme par exemple les ateliers régionaux de formation du PNUD, pour renforcer les capacités des programmes nationaux d'action contre les mines. La **Banque Mondiale**, au **Sri Lanka**, par exemple, finance des programmes de renforcement des capacités en matière d'action contre les mines pour le gouvernement au niveau national et au niveau des districts.

3. POURQUOI FAUT-IL IMPLIQUER LES FEMMES DANS LE DESARMEMENT PRATIQUE ?

Tout simplement, le désarmement pratique doit inclure les femmes parce qu'elles subissent l'impact des SALWs sur une base quotidienne et parce que ce sont des parties prenantes en matière de paix et de stabilité.

LES FEMMES EN QUALITE DE COMBATTANTES

Comme combattantes, on sait que les femmes portent des armes, y compris les SALW. Elles ont été impliquées des conflits violents allant d'El Salvador au Soudan. Souvent exclues des programmes formels DDR, les femmes et les jeunes filles peuvent continuer à recéler des armes pendant la période post conflit. Ainsi, elles peuvent participer dans les programmes de collecte des armes et dans les autres formes de désarmement pratique, en remettant

leurs armes aux autorités pour destruction.

LES FEMMES EN TANT QUE POURVOYEURS D'ARMES

Dans certains pays, les femmes peuvent participer dans la contrebande et la cache des armes illégales soit par coercition, pour de l'argent ou autres récompenses ou comme partie de leurs activités en tant que sympathisants d'une des parties au conflit. Les femmes sont souvent moins suspectes et peuvent ainsi être utilisées de cette façon. Au **Koweït**, pendant l'invasion de l'Irak au début des années 1990, les femmes ont transporté sous leurs habits traditionnels des armes pour les combattants de la résistance. Les insurgés au **Bangladesh** ont utilisé les jeunes filles pour faire entrer les armes en contrebande par la coercition ou pour un salaire. Les femmes peuvent également collecter les armes d'une manière informelle, en les cachant soigneusement jusqu'à la fin de la guerre. En **République Centrafricaine**, les femmes ont souvent joué le rôle de « ramasseurs d'armes » suite à la fuite des mutins, en les remettant plus tard au programme de collecte volontaire des armes en échange de la formation professionnelle. Après la guerre, les femmes peuvent continuer à détenir des informations sur les caches et les itinéraires des armes.

LES FEMMES EN TANT QUE VICTIMES

Les femmes sont victimes des SALW légales et illicites dans les zones libérées du conflit et les sociétés « pacifiques », et sont beaucoup moins enclines à posséder les armes que les hommes. Pendant la guerre, les fusils peuvent être utilisés pour tuer mais également pour faciliter les autres formes d'abus, y

compris la violence basée sur le genre, qui affectent les femmes d'une manière disproportionnée. Suite à la guerre, la présence des armes au foyer contribue souvent à des formes plus sévères de violence domestique. En fait, les femmes considèrent souvent le fusil au foyer comme un risque, plutôt que comme une forme de protection, une vision beaucoup plus courante parmi les hommes.

Les mines terrestres continuent également à affecter les femmes après la guerre. Etant donné la division du travail entre les sexes, les femmes peuvent être particulièrement affectées par les mines terrestres si leurs tâches incluent le ramassage du bois de chauffage ou la collecte de l'eau, par exemple, pendant que les hommes peuvent être plus affectés en allant au travail le long des routes publiques.

Si elles sont handicapées, les femmes peuvent éprouver plus de difficultés que les hommes à la maison ou en public.

Les femmes et les filles handicapées sont souvent considérées comme un fardeau pour leurs familles et peuvent se heurter à des obstacles culturels, religieux et économiques en matière d'assistance médicale. Les femmes estropiées peuvent souffrir du divorce et de la responsabilité d'entretenir les enfants. Le taux de chômage des femmes infirmes dans les pays en développement est d'environ 100 pour cent.⁹⁴

LES FEMMES EN TANT QUE GARDIENNES DES MALADES

Lorsque les SALW continuent à circuler après la guerre, la famille et les membres de la communauté peuvent tomber victimes de la violence par les armes ou les explosions des mines terrestres. En **Angola**, il existe environ 10 millions de victimes des mines terrestres et 70.000 amputés, y compris 8.000 enfants.⁹⁵ Dans beaucoup de cas, ce sont les femmes qui doivent supporter le fardeau additionnel de s'occuper des malades et des handicapés.

Pourquoi les Femmes Oeuvent - elles pour le Désarmement ?

« En fait, on trouve les femmes à l'origine des initiatives de réconciliation, de médiation et de résolution des conflits, même si elles ne se présentent à la table des négociations. Pendant les négociations de paix, comme pendant les déclarations de la guerre, les hommes sont plus nombreux que les femmes. C'est ici que le lien entre les femmes bâtisseurs de la paix et la lutte contre les petites armes devient évident. Ces soi-disant armes légères ont tué plus de 4 millions de personnes au cours de dix dernières années. Elles sont devenues l'instrument de choix dans la plupart des conflits armés, et le Secrétaire Général des NU les a, à juste titre, décrites comme armes de destruction de masse. Après les guerres, elles sont les instruments du banditisme, du crime et de la violence conjugale. Par conséquent, les femmes ne peuvent plus se limiter à la réparation des dégâts causés par le conflit comme dans l'action humanitaire, la démobilisation et la réintégration. Aujourd'hui, elles sont obligées d'engager une bataille de plus, celle d'éliminer les armes légères. » - Christiane Agboton -Johnson, Président, Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest⁹⁶

4. COMMENT LES FEMMES CONTRIBUENT- ELLES AU DESARMEMENT PRATIQUE ?

Les femmes ont utilisé individuellement et collectivement une variété d'approches pour renforcer le désarmement pratique, et rendre ainsi leurs foyers et communautés plus sécurisés.

LES FEMMES EN TANT QU'AVOCATES

Au niveau international et régional, dans les sociétés post conflit et en période de paix, les femmes ont été les premières à élever la voix en faveur de l'élimination des SALWs, y compris les mines anti-personnelles. Elles ont organisé des lobbyings pour l'instauration de mécanismes internationaux et nationaux afin de mettre fin à la prolifération des SALW.

- Le **Réseau de Femmes du Réseau International d'Action contre les Petites Armes (IANSA)** coordonne les organisations qui travaillent sur les questions relatives aux femmes et à la violence afin de promouvoir leur participation dans les efforts internationaux de législation contre les SALWs.⁹⁷ En outre, les femmes occupent la majorité des postes au Secrétariat de l'IANSA et au Conseil d'Administration.
- En 1997, le Prix Nobel de la Paix a été décerné à Jody Williams, alors coordonnateur de la **Campagne Internationale pour le Bannissement des Mines Anti-Personnelles**, dont le plaidoyer et les efforts globaux sont considérés comme ayant conduit à l'adoption de la Convention d'Ottawa.

- En 1999, les femmes de **Sierra Leone**, du **Libéria** et de la **Guinée** ont assisté à une réunion de la société civile convoquée par la **Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** pour discuter du récent moratoire sur les armes.⁹⁸ Elles ont formellement soumis la **Déclaration de Bamako pour la Paix par les Femmes de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest**, une déclaration dans laquelle les femmes « ... réaffirment fermement leur détermination à contribuer aux efforts de lutte contre la possession illicite et contrôlée des petites armes et des armes légères »⁹⁹

Au niveau international, les femmes font également le plaidoyer pour une législation et l'application des lois afin de mettre fin à la prolifération des SALWs.

- Maendeleo Ya Wanawawake, la plus grande organisation féminine ayant plus d'un million de membres, fait du lobbying en faveur de l'adoption d'une législation internationale et nationale afin d'éliminer les SALW comme partie de leurs campagnes pour la protection de leurs communautés contre les raids transfrontaliers des vaches et la recrudescence de la violence urbaine.
- Une Afrique du Sud libérée du Fusil, une initiative de femmes, conscientise les gens sur les SALWs, contribue au débat public et fait des lobbyings en faveur du changement politique dans le pays. En guise de réponse, le parlement a adopté la loi 2000 sur le Contrôle des Armes à

Feu qui impose des contrôles et une réglementation stricts.

- En **République Démocratique du Congo**, les femmes ont exigé le désarmement comme une première étape nécessaire dans le processus de paix.
- La Campagne d'Interdiction des Mines Terrestres au Népal fonctionne à partir de la Société de Développement de la Femme et prend, par conséquent, une approche genre pour ses programmes, y compris le lobbying et le plaidoyer. Depuis mars 2003, elles font pression pour l'inclusion de l'interdiction des mines terrestres dans le code de conduite du cessez-le-feu entre le gouvernement et les groupes armés communistes.

LES FEMMES EN TANT QUE COLLECTEURS DES ARMES

De plus en plus, les femmes jouent des rôles importants dans la collecte des armes. Que ce soit d'une manière informelle ou en partenariat avec les organisations internationales et le gouvernement, leur connaissance de la localisation des armes, la pression qu'elles peuvent exercer sur leurs familles et communautés et leurs compétences en matière d'organisation les ont conduit à une implication croissante dans l'instauration de la sécurité par le désarmement.

- A la fin des années 1990, l'**Initiative des Femmes du Libéria** a exercé des pressions en faveur du désarmement comme préalable aux élections. Elles ont fait la publicité pour que les femmes adhèrent au mouvement à travers le pays et ont

positionné des femmes à chaque point de ramassage. Les femmes ont encouragé les combattants à remettre leurs armes et leur ont donné de l'eau et des sandwichs. On estime à quelques 80 pour cent les armes collectées en 1996 avant les élections.¹⁰⁰ Bien que le Libéria soit retombé en guerre et qu'un autre accord de paix soit entrain d'être mis en place, les femmes demeurent actives en ce qui concerne les questions du DDR, en exerçant des pressions sur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des NU afin d'inclure les besoins et les préoccupations des femmes dans le programme.

- A **Bougainville**, les organisations féminines ont entraîné les femmes à marcher seules dans la jungle pour chercher les combattants et les convaincre de désarmer. De la même manière, dans les hautes terres de la **Papouasie Nouvelle Guinée**, les femmes sont intervenues d'une manière informelle dans les disputes tribales en offrant des cadeaux et de l'argent, des cigarettes et des limonades pour encourager avec succès les combattants à déposer leurs armes.
- En **Albanie**, les groupes locaux de femmes, avec l'appui de l'UNIFEM, ont joué un important rôle dans les programmes du PNUD pour la collecte comme discuté antérieurement. Ils ont organisé des manifestations de sensibilisation et des ateliers de renforcement des capacités pour les organisations féminines afin de répondre aux défis et aux préoccupations spécifiques que la présence des armes pose aux

femmes. Par la suite, par le biais de conférences et de rallyes locales, ils ont sensibilisé le public sur l'importance et la nécessité de l'initiative d'encourager beaucoup de personnes à remettre leurs armes.

- Au **Mali**, on raconte que les femmes ont organisé la première séance publique de destruction des armes par le feu afin de lancer avec succès le programme du PNUD de collecte des armes. Les armes ont été brûlées le 27 mars, 1996, à Timbuktu, au cours d'une cérémonie publique dénommée la Flamme de la Paix. « La Flamme de la Paix a été un puissant symbole de réconciliation nationale. Elle a également souligné les problèmes créés par la prolifération des petites armes et donné naissance à plusieurs projets de micro désarmement basés au sein de la communauté. Enfin, elle a inspiré des initiatives de désarmement dans la région, comme le Moratoire Ouest Africain sur les Petites Armes en 1998. »¹⁰¹ Une célébration annuelle à travers la nation continue à marquer cet important événement ainsi que la politique en cours contre les SALW au Mali.

LES FEMMES EN TANT QUE DEMINEURS

Compte tenu de la façon avec laquelle les femmes – ainsi que leurs enfants et leurs familles – sont affectées par les mines terrestres, il n'est pas surprenant que les femmes aient pris l'initiative en ce qui concerne le déminage. Dans certains cas, cependant, elles ne sont pas correctement formées et opèrent d'une manière informelle, à leur risque et péril.

Dans d'autres cas, les femmes font partie des équipes de déminage.

- En 1999, une équipe des femmes ethniques albanaises au **Kosovo** a bénéficié de cinq semaines de formation en déminage dispensée par l'Aide du Peuple Norvégien, au cours desquelles les soins infantiles étaient dispensés. Elles ont reçu des habits de protection et un équipement approprié et ont reçu un mois de salaire. Le directeur du projet a observé « la patience et l'engagement des femmes rendent certaines d'entre elles meilleures que les hommes dans le déminage. »¹⁰²
- En 1996, le Groupe Consultatif sur les Mines a commencé à engager et former des femmes démineurs. Une équipe d'action contre les mines composée entièrement de femmes au **Cambodge** offre « un modèle de toute la société cambodgienne, en renforçant la capacité des femmes et en les encourageant à établir des liens solides entre elles. »¹⁰³ Une équipe mobile de femmes couvrent la gamme d'âge de 22 à 45 ans et gagnent des revenus qui leur permettent de soutenir la famille étendue.
- La première femme démineur du **Sri Lanka** a eu sa licence dans un cours de formation en 2002 et a rejoint une équipe de démineurs, jusque là entièrement composée d'hommes, de l'Office National Sri Lankais d'Action contre les Mines.¹⁰⁴
- En **Afghanistan**, en 2001, deux femmes d'un village rural ont commencé à ramasser et à faire exploser les bombes US à

fragmentation - la forme la plus dangereuse des engins non explosés – à la suite de la mort de deux enfants. Elles ont collecté 60 à 70 bombes à fragmentation très près du village et les ont fait exploser dans les environs pendant la nuit.¹⁰⁵

LES FEMMES EN TANT QUE LIENS DE LA COMMUNAUTE

Les femmes contribuent de trois façons au désarmement pratique grâce à leur rôle au foyer et dans la communauté :

1. *Les femmes connaissent la situation, les besoins et les préoccupations de la communauté et souhaitent travailler avec les officiels pour trouver des solutions à long terme pour la stabilité.*

Les femmes détiennent souvent d'importantes informations sur le nombre et le type d'armes au sein de la communauté et les attitudes à leur égard. Elles connaissent parfois la localisation des caches et des routes d'armes au niveau local, et elles sont conscientes des traditions relatives à l'usage des armes. Elles peuvent choisir de remettre secrètement les armes des membres de leurs familles, comme cela a été rapporté dans des pays aussi diversifiés que le **Cambodge** et la **République Centrafricaine**. Les femmes connaissent également les besoins de la communauté et peuvent aider à déterminer le genre de programme de collecte des armes qui pourrait être le plus approprié, les cibles à atteindre, à quelle période il faudrait le mettre en œuvre, et comment diffuser l'information y relative. Les femmes peuvent également identifier les zones minées qui pourraient être négligées par les autres.

- Les Femmes de la Rivière Mano ont échangé des informations sur les mouvements de la guérilla, y compris les transferts d'armes, au sein et au delà des frontières de la **Sierra Leone**, du **Libéria** et de la **Guinée**. Leurs connaissances leur ont permis d'agir comme facilitateurs des négociations, en encourageant les individus et les groupes à déposer leurs armes.

- Au **Yémen**, les démineurs mâles sont habituellement autorisés à parler aux hommes seuls dans la communauté, ce qui les a conduit à obtenir peu d'informations et souvent des informations erronées étant donné que les femmes sont responsables de la production agricole. Lorsque des officiels féminins de l'ambassade des EU ont parlé aux femmes dans les communautés, beaucoup plus de mines terrestres additionnelles ont été enlevées.¹⁰⁶

2. *Les femmes travaillent informellement pour la sécurité au foyer et au sein de la communauté.*

Les femmes possèdent souvent beaucoup d'influences au foyer et dans la communauté. Dans beaucoup de pays, elles exercent « l'autorité morale » en tant que mères pour encourager leurs enfants et leurs familles à rendre leurs armes. Elles sont probablement dans la plupart des cas capables de transmettre une information pertinente sur les dangers des SALWs, spécialement les mines terrestres, à leurs enfants et à leurs familles.

- Au **Cambodge**, les femmes sensibilisent les gens sur les effets de

la violence des armes à feu sur la table à manger, en soulignant les nouvelles relatives aux histoires entendues sur les accidents ou les lois relatives aux armes. Elles donnent également des conseils à leurs parents sur les manières non violentes de résoudre les disputes.

- Il existe de nombreux contes sur les femmes de la région de la Rivière Mano de **Sierra Leone, du Libéria et de la Guinée**, encourageant les membres de leur famille et les amis à remettre leurs armes. Leurs stratégies ont été efficaces non seulement avec leur famille mais également avec les rebelles et les enfants soldats qu'ils sont allés trouver pour les persuader de désarmer.
- Les femmes **soudanaises** ont constaté que, une fois unies en tant que femmes, elles pouvaient mieux persuader les dirigeants mâles. Les organisations telles que la Voix des Femmes Soudanaises pour la Paix continuent à œuvrer contre les effets des SALWs.
- L'opération Harvest en **Bosnie** et en **Herzégovine**, discutée plus haut, a délibérément démontré l'impact négatif des SALWs sur les femmes en tant que partie de leur campagne publique. Le Major Jeffrey White de l'OTAN a constaté que cette tactique « avait une très puissante résonance avec les femmes et ... même avec les hommes. Je voudrais dire que c'est apparemment la meilleure approche d'ensemble pour ces types d'efforts. »¹⁰⁷

Les femmes réhabilitent également les victimes des SALWs, individuellement

dans leurs maisons et en tant que travailleurs sociaux et infirmières. Elles portent les victimes à l'hôpital, informent la famille, accordent un appui financier et aident à trouver la réparation légale. Lorsque les femmes elles-mêmes deviennent victimes, elles ont besoin d'une attention ciblée sur leurs problèmes spécifiques.

3. *Les femmes oeuvrent formellement pour la sécurité au foyer et dans la communauté.*

Les organisations féminines sont concrètement actives dans l'allègement des effets des SALWs sur leurs communautés. Elles interviennent dans les disputes non violentes, participent dans les forums communautaires pour enrichir les programmes, conscientiser les gens sur la violence des effets des SALWs, éduquer et former la jeunesse et les dirigeants communautaires en résolution non violente des conflits et créer un système de récupération au sein de la communauté pour la collecte des armes.

- Au **Cambodge**, les femmes sont physiquement intervenues dans les querelles locales impliquant les armes. Afin d'assurer la sécurité, elles organisent des patrouilles nocturnes, se rassemblent pour protester, et informent les autorités locales.
- A **Bougainville**, l'Agence de Développement de la Femme de Leitana Nehan offre des machines à coudre aux communautés qui remettent les armes.¹⁰⁸ Ceci génère des revenus pour réduire la nécessité de recourir au crime organisé et réduit la dépendance de la

communauté sur la production et la vente d'alcool comme seule source de revenus. L'alcool contribue à l'élévation du taux de violence domestique dans le pays. La stratégie novatrice de cette organisation féminine s'attaque simultanément à deux problèmes importants.

- En **Angola**, le Groupe Consultatif sur les Mines organise des réunions de femmes uniquement pour s'assurer que les priorités des femmes en matière de déminage sont prises en compte.
- Une organisation féminine en **République Démocratique du Congo**, le Collectif des Femmes Actrices du Développement et de Défense des Droits de l'Enfant, Femmes et Mères d'Afrique, organise un programme de sensibilisation pour les dirigeants provinciaux et des districts sur les dangers relatifs aux mines terrestres. En 2004, elles visent à former et à distribuer le matériel pour 180 spécialistes communautaires du développement.¹⁰⁹
- Les femmes au **Cambodge** ont été les premières à participer dans la collecte des armes ; lors d'une récente cérémonie publique de destruction des armes par le feu, 90 pour cent des participants étaient des femmes et des enfants.¹¹⁰

Dans certains cas, les femmes ont bénéficié d'une formation locale et d'autres formes d'éducation formelle de la part du gouvernement ou des ONGs. Dans beaucoup de cas, « les femmes qui sont très activement impliquées dans les actions de micro désarmement et de

sensibilisation comptent simplement sur leur bon sens, leur intelligence innée, leurs coutumes et formes traditionnelles de gestion des conflits. »¹¹¹ La responsable féminine du **Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest** a préparé un projet de programme de formation pour les femmes afin qu'elles agissent plus formellement en ce qui concerne les SALWs, et une femme du Département des NU pour les Affaires du Désarmement proposait activement un projet similaire au moment de la publication.

5. QUELLES SONT LES POLITIQUES INTERNATIONALES QUI EXISTENT ?

Un mouvement mondial englobant les gouvernements, les NU, les organisations internationales, et les 1.400 ONGs a conduit à l'adoption, en 1999, de la **Convention d'Ottawa**,¹¹² également connue comme **Convention sur le Bannissement des Mines Anti-Personnelles** et officiellement comme **Convention sur l'Interdiction de l'Utilisation, du Stockage, de la Production et du Transfert des Mines Antipersonnelles et leur Destruction**.¹¹³ Elle stipule que tous les Etats parties doivent détruire les stocks de réserves des mines terrestres endéans quatre ans et de nettoyer tous les terrains minés endéans dix ans. Elle demande également aux gouvernements, lorsque cela est possible, d'octroyer une assistance aux efforts de déminage, de conscientisation sur les mines, de destruction des stocks de réserves et de réhabilitation des victimes. Les gouvernements envoient des rapports publics annuels, connus comme

« Rapports de l'Article 7 », au Secrétaire Général sur leur législation nationale, le nombre des stocks de réserves et les progrès dans la lutte contre les mines.¹¹⁴

La Convention d'Ottawa, comme tous les autres traités internationaux, est destinée à l'engagement et à la signature par les Etats uniquement. Elle ne contient aucune disposition traitant des acteurs non étatiques, ni ne leur offre la possibilité d'exprimer leur adhésion. Après des efforts significatifs de plaidoyer par des organisations comme l'Appel de Genève, jusqu'en 2004, 26 groupes armés non étatiques avaient marqué leur accord pour l'interdiction totale de l'usage des mines terrestres.¹¹⁵

Un traité antérieur facultatif sur les mines terrestres auquel certains gouvernements ont choisi d'adhérer à cause de son faible langage est la **Convention relative à certaines Armes Conventionnelles**. Officiellement connu sous le nom de **Convention sur les Interdictions ou Restrictions de l'Utilisation de Certaines Armes Conventionnelles Pouvant Etre Excessivement Nuisibles ou Avoir des Effets Non Sélectifs**. Elle fut ouverte à la signature en 1981, et son protocole interdit l'utilisation des mines contre les civils pendant la guerre et les conflits internes.¹¹⁶ Ni le traité sur les mines terrestres ne mentionne le genre ou les femmes. Mais la **Plateforme d'Action de Beijing** de 1995 a explicitement reconnu que les femmes souffrent des mines terrestres et a demandé avec insistance aux gouvernements de prendre une action humanitaire contre les mines. Le Service d'Action contre les Mines des NU coordonne les **Directives pour l'Intégration du Genre dans les Programmes d'Action contre les**

Mines dont la parution est prévue pour 2004.¹¹⁷

En octobre 2000, le Conseil de Sécurité des NU a adopté la Résolution 1325 qui traite de la question relative aux femmes, à la paix et à la sécurité en général et met également l'accent sur le désarmement en particulier. La résolution « encourage tous ceux qui sont impliqués dans la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration pour analyser les différents besoins des ex-combattants femelles et mâles et de tenir compte des besoins de leurs personnes à charge. »¹¹⁸ Elle lance également un appel aux organisations pour qu'elles adoptent « des mesures qui soutiennent les initiatives de paix des femmes locales ... et qui impliquent les femmes dans tous les mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix. » Cette loi internationale peut être un important instrument de plaidoyer pour assurer la participation des femmes dans les initiatives du désarmement pratique.

Les efforts précoces de forger la politique internationale sur les SALW comprennent une série de résolutions¹¹⁹ de l'Assemblée Générale des NU ainsi que le rapport 1997 du Secrétaire Général des NU sur le désarmement pratique.¹²⁰ En 2002, le **Protocole contre la Fabrication Illicite et le Trafic des Armes à Feu, de leurs Pièces, Composantes et Munitions**, également dénommé **Protocole sur les Armes à Feu**, a été également adopté comme complément à la Convention des NU sur le Crime Organisé sur le Plan Transnational. En tant que première convention internationale obligatoire sur les SALW, elle dispose d'un système d'autorisation gouvernementale de

marquage des armes au point de fabrication, d'importation et de transfert.

La question relative aux petites armes a continué à avoir le vent en poupe jusqu'à la Conférence des NU sur le Commerce Illicite des Petites Armes et des Armes Légères dans Tous leurs Aspects en juillet 2001. La société civile un participant de premier plan en documentant et en identifiant les questions importantes pour l'ordre du jour de la Conférence, et plus de 40 ONGs se sont adressées à la conférence au cours d'une session spéciale.¹²¹ Leur rôle a été reconnu dans le **Protocole d'Action pour la Prévention, la Lutte et l'Eradication du Commerce Illicite des Petites Armes et des Armes Légères dans Tous leurs Aspects (également connu comme PoA)**.¹²² Bien que la PoA soit incomplet et non obligatoire, elle est maintenant le plus utile instrument de plaidoyer sur la question des SALW.

Les Etats signataires de la PoA se sont engagés à organiser une variété d'activités comprenant la destruction des surplus de stocks, les programmes DDR, l'encouragement des moratoires sur les armes, le maintien de registres appropriés des fabricants d'armes et des propriétaires et l'inclusion des organisations de la société civile dans les efforts de prévention de la prolifération des petites armes. Le document ne contient pas de références aux femmes ou au genre, avec une seule exception dans le préambule qui note « ... les conséquences [des SALW] sur les enfants, dont beaucoup sont victimes des conflits armés ou sont forcés de devenir enfants soldats, ainsi que l'impact négatif sur les femmes et les personnes âgées ... »¹²³

Le contenu de la PoA a fait l'objet de discussions extensives avant son adoption. Quelques Etats, comme la **Norvège** et les **Pays Bas**, continuent à s'appuyer sur la base de la PoA pour faire un plaidoyer sur le plan international pour plus de restrictions agressives, y compris la réglementation des courtiers des armes, le marquage et le suivi de la trace des armes, ce qui pourrait éventuellement conduire à des instruments contraignants. Les groupes de la société civile oeuvrent également pour l'extension des engagements existants. L'**IANSA**, **Amnesty International** et **Oxfam** ont lancé l'initiative sur le Contrôle des Armes qui assure la promotion d'un instrument dénommé Traite de Vente d'Armes pour prévenir les transferts d'armes vers les Etats ayant des faibles records en matière de droits de l'homme. **Alert International** travaille actuellement en partenariat avec le **Département des NU pour les Affaires du Désarmement** afin de définir les priorités dans l'intégration des besoins et des préoccupations des femmes dans les révisions du PoA en 2006.

Les NU ont organisé leur **Réunion Biennale sur les Petites Armes** au mois de juillet 2003 pour assurer le suivi de la Conférence des NU sur les Petites Armes en 2001. Cette réunion fut organisée pour évaluer la mise en œuvre du PoA au niveau national, régional et mondial.¹²⁴ De nouveau, la société civile a joué un rôle très active pendant les délibérations, les ONGs donnant des rapports sur des pays aussi variés que l'Arménie, le Costa Rica, le Kenya et le Sri Lanka. La seconde Réunion Biennale est prévue pour juillet 2005, et la conférence de Révision des NU – la

dernière réunion chargée de mesurer l'efficacité de PoA et d'initier toute action ultérieure des NU sur les SALW – aura lieu en juillet 2006. La société civile et les groupes de femmes en particulier sont encouragés à y participer.¹²⁵

Au niveau régional, différentes politiques ont été mises en place pour contrôler la prolifération des SALW. En 1997, **l'Organisation des Etats Américains** a adopté des contrôles sur la fabrication et le transfert des petites armes,¹²⁶ suivis par plusieurs accords sous-régionaux, y compris la **Déclaration d'Antigua**¹²⁷ en 2000 en Amérique Centrale et le **Plan des Andes**¹²⁸ en 2003. **L'Union Européenne** a adopté, en 1998, un Code de Conduite qui restreint la vente d'armes, y compris les mines terrestres, aux zones en conflit.¹²⁹ En 2000, **l'Organisation de l'Unité Africaine** a adopté la **Déclaration de Bamako** qui prône un programme commun pour le continent afin de combattre la prolifération et la circulation des SALWs.¹³⁰ Les mécanismes sous-régionaux comprennent le **Moratoire de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest**¹³¹ de 1998, le **Protocole de la Communauté de Développement d'Afrique Australe**¹³² de 2001, et le **Protocole de Nairobi**¹³³ en 2004 pour les Grands Lacs et la Corne de l'Afrique. En 2000, les polices des Etats de toutes les Iles du Pacifique ont signé le **Cadre de Nadi** qui fournit un cadre légal pour une approche commune en ce qui concerne le contrôle des armes.¹³⁴

Si la mention de la femme apparaît quelque part dans ces déclarations régionales, c'est uniquement en

référence à leur victimisation. Beaucoup plus doit encore être fait sur le plan international pour sensibiliser davantage sur les moyens de contribution des femmes au désarmement pratique et pour assurer leur participation.

ENTREPRENDRE DES ACTIONS STRATEGIQUES : QUE PEUVENT FAIRE LES FEMMES BATISSEURS DE LA PAIX ?

1. Eduquer les membres de la famille sur les dangers des SALWs, y compris les mines terrestres, et les pousser à rendre les armes.
2. Commencer des campagnes pour conscientiser le public sur l'importance du désarmement et participer dans tous les efforts officiels de collecte des armes.
3. Initier et/ou participer dans des forums communautaires pour s'assurer que les leaders locaux, les représentants des organisations internationales et les autres personnes qui préparent le désarmement pratique comprennent vos points de vue et perspectives.
4. Faire le lobbying auprès des gouvernements nationaux afin qu'ils signent les importants traités internationaux sur les SALWs, y compris les mines terrestres, et mettent en œuvre les clauses de ces traités.
5. Elaborer des projets et des programmes novateurs qui comprennent des mesures incitatives à la communauté pour les anciens combattants et les femmes combattantes, en particulier, pour

désarmer, promouvoir la conscience sur les dangers des SALWs, donner de l'aide et de l'assistance aux victimes.

6. Lorsqu'elles sont impliquées dans la collecte des armes et le déminage, elles doivent travailler avec des partenaires et des experts formés pour assurer leur sécurité.
7. Se mettre ensemble avec les autres organisations féminines pour profiter des forces des unes et des autres, échanger les idées, coordonner les efforts et permettre à vos projets d'être les plus efficaces. Envisagez d'adhérer au Réseau des Femmes du Réseau International d'Action contre les Petites Armes (IANSA) dans le cadre de cet effort.
8. Faites connaître votre présence et vos activités aux autorités

gouvernementales et aux agences internationales impliquées dans le désarmement ; dans beaucoup de cas, elles souhaitent vivement engager un partenariat avec les organisations locales.

9. Rechercher les sources de financement, en particulier pour l'assistance aux victimes des mines terrestres car il existe beaucoup de groupes internationaux dévoués à soutenir les efforts dans ce domaine.
10. Entrez en liaison avec les organisations internationales, y compris les NU, les agences de développement et la société civile, qui concentrent leur attention sur les SALWs et qui peuvent offrir la formation, le matériel et des modèles de programme.

REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

SANAM NARAGHI ANDERLINI ET CAMILLE PAMPELL CONAWAY

Dans beaucoup de pays affectés par un conflit, le secteur de la sécurité – l’armée, la police, les services secrets et le renseignement – a souvent des pouvoirs qui dépassent la loi. Quelquefois, au lieu de servir la population, ils sont utilisés par l’Etat pour opprimer n’importe quelle forme d’opposition et accroître la militarisation de la société. Dans certains endroits, des puissantes armées ont déstabilisé les gouvernements civils. Dans d’autres, le secteur de la sécurité reçoit un montant disproportionné du budget national, détournant ainsi les ressources destinées au développement vers les dépenses militaires. Pendant la reconstruction et la transformation de tout pays sortant d’un conflit, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est un élément clé.

Réduire la taille, le budget et l’étendue des activités du secteur de la sécurité et le réformer pour devenir plus transparent et responsable devant ses citoyens est une tâche difficile dans n’importe quel pays. Très peu de femmes ou même d’organisations non gouvernementales (ONGs) participent aux discussions relatives au secteur de la sécurité, étant donné que ce dernier est souvent perçu comme étant le domaine des « experts » en matière de sécurité et est suffisamment mystérieux pour décourager les personnes et les groupes non militaires d’entrer dans le débat.

Mais la nature, la taille et la fonction du système de sécurité de l’Etat sont importantes pour déterminer l’image du gouvernement et de la société qui s’installent après une guerre. Ainsi, il est essentiel pour les civils, y compris les femmes, de s’engager, de poser des questions et de chercher des solutions.

1. QU’EST CE QU’ON APPELLE REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE ?

Le secteur de la sécurité se réfère aux organisations et entités qui ont l’autorité, la capacité et/ou les ordres d’utiliser la force ou la menace de la force pour protéger l’Etat et les civils. Il comprend également les structures civiles responsables de la gestion de telles organisations. Le secteur comprend trois composantes :

1. les groupes nantis de l’autorité et des outils pour utiliser la force (par ex. l’armée, la police, les paramilitaires, les services de renseignement) ;
2. les institutions qui contrôlent et gèrent le secteur (par ex. les ministères du gouvernement, le parlement, la société civile – voir chapitre sur la gouvernance) ; et
3. les structures responsables du maintien de l’état de droit (par ex. le judiciaire, le ministère de la justice, les prisons, les commissions des droits de l’homme, les mécanismes

juridiques traditionnels locaux – voir chapitre sur la justice de transition).

Dans les Etats affectés par un conflit armé, le secteur de la sécurité comprend également les acteurs non étatiques comme les mouvements d'opposition armés, les milices et sociétés privées chargées de la sécurité. D'une manière additionnelle, les médias, les universitaires et la société civile peuvent jouer un important rôle dans le suivi des activités et l'appel au devoir de rendre compte.

La réforme de ce secteur est importante pour la promotion de la paix et de la bonne gouvernance à court et à long terme. A court terme, la RSS est nécessaire pour s'assurer que :

- les forces ne se regroupent pas pour déstabiliser ou constituer une menace à la paix ;
- la subornation et la corruption sont éliminées ; et
- le secteur (y compris les structures de direction) est totalement transformé afin de gagner la crédibilité, la légitimité et la confiance aux yeux du public.

Si le secteur de la sécurité n'est pas géré d'une manière appropriée et à temps, il est probable que les fonds continueront à être mal orientés, constituant ainsi une grave contrainte sur le processus de la reconstruction post conflit.

A long terme, la RSS englobe habituellement quatre dimensions :

1. politique - principalement basé sur le principe du contrôle civil de l'armée et des organes de sécurité ;
2. institutionnel - par référence à la transformation physique et technique des entités de sécurité (par ex. la structure de l'establishment sécuritaire, le nombre des troupes, l'équipement, etc.) ;
3. économique - en rapport avec le financement et les budgets des forces ; et
4. sociétal - en rapport avec le rôle de la société civile dans le contrôle des politiques et des programmes de sécurité.

La transformation de la dimension politique commence par les discussions des questions que tout le monde se pose sur le rôle des forces armées dans la société et comment la politique de défense est élaborée et mise en œuvre. Ceci peut comprendre le débat public et parlementaire ainsi que la contribution de la société civile. Dans beaucoup de cas, les bailleurs de fonds internationaux exercent des pressions pour le contrôle démocratique et civil de l'armée et des autres forces de sécurité – y compris le contrôle budgétaire - et une justice indépendante.

Dans certains cas, toute la forme et l'orientation des forces armées peuvent être reformulées pendant cette phase, pendant l'élaboration d'une nouvelle doctrine et en même temps du budget. Dans un tel cadre, le gouvernement définit la nature, les rôles et les intentions de ses forces armées (par ex. si elle sera de nature défensive ou si elle sera destinée à faire face à une menace

extérieure connue). En **Afrique du Sud**, des consultations publiques étendues se sont traduites en discussions au sujet de « Qu'est ce que la sécurité ? » et « Quelles sont les menaces contre la nation ? » Ceci a conduit à un changement général des notions traditionnelles de sécurité militaire vers un cadre politique qui place la sécurité de l'homme – le développement, l'allègement de la pauvreté, l'accès à la nourriture et à l'eau, l'éducation et la sécurité publique – au centre du cadre national de sécurité.

Les dimensions institutionnelles de la RSS se réfèrent à la transformation physique et technique de ces structures afin qu'elles répondent aux normes internationales que l'on attend d'un pays démocratique. Ceci constitue souvent la composante la plus difficile de la RSS, étant donné que les puissants dirigeants ou institutions militaires ne veulent pas souvent abandonner leur contrôle ou accepter d'être sous les ordres d'un gouvernement civil. Bien plus, étant donné qu'ils forment souvent le personnel le plus qualifié pour aborder les questions relatives à la sécurité, leur influence demeure forte même dans les processus de réforme.

Les étapes pour la transformation des institutions chargées de la sécurité comprennent :

1. la transformation de la structure de l'armée et des organes de sécurité, y compris, lorsque cela est nécessaire, la réduction de la taille par le désarmement et la démobilisation des forces (voir chapitre sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration) et/ou la fusion des anciennes guérillas et de l'armée

pour créer un nouveau service national ;

2. l'introduction de nouvelles politiques de recrutement et de formation pour « professionnaliser » et « moderniser » la nouvelle armée et les nouvelles forces de police (renforcement des capacités, réorientation de leur attention et enseignement de nouvelles connaissances telles que le respect des droits de l'homme) ;
3. la formation et l'appui au secteur judiciaire et aux systèmes pénitenciers réformés (en assurant l'indépendance et le devoir de rendre compte à la société civile) ; et
4. l'encouragement d'une transformation culturelle afin que les secteurs antérieurement exclus de la société (par ex. des groupes ethniques ou religieux, les femmes, etc.) soient inclus dans les forces de sécurité et que les institutions soient sensibles à leurs besoins.

Les dimensions économiques de la RSS se réfèrent aux finances et aux budgets des forces de sécurité. Ceci exige des organes législatifs et exécutifs de déterminer les tâches des nouvelles forces de sécurité et le niveau approprié du financement nécessaire pour les remplir. Ceci peut exiger l'augmentation réelle du budget militaire à court terme – par ex. payer les indemnités de réintégration pour les combattants démobilisés, recyclage des soldats, etc.

Les dimensions sociétales de la RSS concernent le rôle de la société civile dans le contrôle de l'élaboration des politiques de sécurité et des actions des

services de sécurité en assurant la transparence et la responsabilité sur toutes ces questions. Ceci comprend les activités de conscientisation du public et les efforts de plaidoyer par des groupes tels que les médias indépendants, les organisations religieuses, les groupes d'étudiants, les associations professionnelles, les groupes de plaidoyer des droits de l'homme et les organisations féminines.

Comme le montre les nombreuses activités énumérées ci-dessus, la RSS est un processus complexe et long qui implique beaucoup de ministères et agences gouvernementaux ainsi que tous les secteurs de la société civile. Les obstacles à sa mise en œuvre sont nombreux, mais le résultat idéal ultime est une structure des forces de sécurité démocratique et dirigée par le civil qui soit abordable, au service de la population et responsable devant elle.

2. QUI ELABORE ET EXECUTE LA RSS ?

Le plan de la RSS est souvent consigné dans un accord officiel de paix. Dans quelques cas, les accords sont très détaillés ; dans d'autres, un large mandat est donné tandis que les détails sont laissés à la planification de l'après accord.

Le gouvernement du pays est le premier acteur responsable de la mise en œuvre de la RSS. Suite à la nature des pays en transition de la guerre vers la paix, ou de la dictature à la démocratie, l'armée a souvent été l'acteur principal du gouvernement – bénéficiant d'une large portion de l'ensemble du budget, jouant un rôle crucial dans la prise de décision dans tous les aspects de la gouvernance

et maintenant le contrôle physique sur de larges zones du pays. Dans de telles circonstances, il est hautement probable que la résistance à la réforme soit forte. Un temps et des ressources considérables, ensemble avec la pression des donateurs et de la société civile, sont habituellement nécessaires pour que les réformes s'enracinent.

Le soutien de la communauté internationale est également important. Au cours de ces dernières années, les donateurs internationaux ont commencé à soutenir la RSS dans les pays en développement qui sortent d'un conflit. Leur attention a porté, en général, sur l'importance du contrôle civil, de la supervision et de la bonne gouvernance (par ex. la transparence, l'anti-corruption, etc.) dans le secteur de la sécurité. Leurs activités comprennent :

- donner des conseils techniques aux gouvernements sur les questions relatives à la responsabilité et à la surveillance fiscales ;
- offrir des programmes de formation aux cadres de l'armée et aux civils en ce qui concerne le devoir de rendre compte, la transparence et les droits de l'homme ;
- renforcer les institutions civiles comme les ministères de la justice et de la défense ;
- soutenir et renforcer les capacités de la société civile pour qu'elle puisse contribuer et contrôler le secteur de la sécurité ;
- dispenser la formation professionnelle aux forces armées et à la police ;

- apporter une assistance aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration ; et
- lancer les initiatives d'un partenariat bilatéral plus approfondi (par ex. la Mission d'Assistance Régionale Australienne aux Iles Salomon qui offre une assistance financière et technique à la RSS).

La RSS est de plus en plus considérée comme une batterie d'activités qui contribuent à l'allègement de la pauvreté et au développement. Le **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**, la **Banque Mondiale**, l'**Agence pour le Développement International des EU (USAID)** et le **Département pour le Développement International du Royaume Uni (DfID)** sont devenus les principaux acteurs dans la constitution de cette connexion.

Il existe un consensus croissant parmi les décideurs et les académiciens, consensus selon lequel la société civile apporte également d'importantes contributions à la RSS, y compris :

- la facilitation du dialogue et des débats ;
- l'encouragement du caractère inclusif et de la participation de toutes les communautés dans les discussions, un sens d'appropriation locale du processus et du secteur ;
- la promotion de la transparence ;
- l'échange des connaissances et la formation sur des questions allant du genre aux droits de l'homme ; et

- le suivi des initiatives de réforme.

Les groupes de plaidoyer comme les organisations des droits de l'homme et de la femme peuvent exercer des pressions en faveur des réformes et insister sur la transparence tout en sensibilisant sur certaines questions à travers les médias. Par exemple, au **Népal**, les groupes de femmes ont formé les militaires en matière de droits de l'homme et des questions connexes qui les enseignent comment traiter le public. En **Afrique du Sud**, les ONGs ont exprimé leurs préoccupations en ce qui concerne les dommages environnementaux que les activités militaires pourraient provoquer dans certaines zones (par ex. les systèmes d'armes usées qui affectent l'eau ou le sol).

Les groupes communautaires comme les organisations confessionnelles, les syndicats et les associations environnementales peuvent représenter les intérêts de leurs membres sur des points particuliers comme la réintégration des anciens combattants. Ils peuvent faire le lobbying pour l'obtention des ressources à long terme afin d'appuyer les efforts de réintégration ou lancer un appel pour une plus grande formation des compétences et l'assistance au développement. Les ONGs peuvent également agir comme des organisations « prestataires de service », peut-être en fournissant les services de réhabilitation aux combattants démobilisés ou en les mobilisant pour le maintien de l'ordre de la communauté.

Les groupes locaux de la société civile peuvent également être efficaces en

approuvant les candidatures au service de police ou à l'armée, afin d'assurer une représentation équilibrée des différents secteurs de la société, et en s'assurant que les anciens criminels ne sont pas recrutés. En **Irak**, par exemple, les conseils locaux ont offert d'aider l'Autorité Provisoire de la Coalition dirigée par les EU dans le recrutement du nouveau personnel de sécurité de l'Irak en 2003. Etant donné qu'ils vivent dans le voisinage, les membres du conseil connaissent les personnes les mieux indiquées pour servir dans la police ou dans l'armée.

Mais malgré les opportunités qui existent, plus souvent qu'il n'en manque, la société civile, en particulier les femmes, est exclue ou choisit de rester à l'écart de ces discussions. En 2004, au cours des pourparlers de paix au **Soudan**, le sous-comité chargé des questions de sécurité était composé des commandants militaires ; les civils et les femmes n'y participaient pas. Au **Népal**, en 2004, le Conseil National de Sécurité était composé du personnel de l'armée et des représentants du Ministère de la Défense et du Bureau du Premier Ministre, mais les femmes n'y figuraient pas. Certes, il n'y avait pas de femmes de haut rang dans la police ou les ministères clés du gouvernement népalais.

3. POURQUOI DOIT-ON INCLURE LES FEMMES ?

Le secteur de la sécurité affecte les hommes et les femmes de différentes manières, étant donné les rôles distincts qu'ils jouent pendant la guerre, les négociations de paix et la reconstruction consécutive au conflit. Pendant les périodes de conflit armé et de troubles,

les actions du secteur de sécurité ont un impact direct sur les vies des hommes et des femmes. Pendant que le personnel militaire et ceux qui détiennent les armes discutent des questions de sécurité, les civils sont les premiers à être affectés par la violence et la prévalence de l'insécurité. Les femmes, et spécialement les femmes chefs de ménages, sont les plus vulnérables lorsque la sécurité publique s'amenuise et lorsque les forces de l'ordre qui existent sont des prédateurs. Leur avenir devrait être recherché dans n'importe quel processus de réforme.

ABUS DE POUVOIR

Sous les dictatures militaires et les « Etats policiers » ou dans les autres systèmes totalitaires, les régimes s'assurent que leurs agents sont partout, non seulement entraînés de fomenter la peur et l'oppression, mais également entraînés de provoquer une profonde absence de confiance au sein de la population. En d'autres termes, il est fort probable que les gens, spécialement les populations marginalisées et opprimées, aient peur de la police, plutôt que de la considérer comme pourvoyeur de la sécurité et de la protection de base.

Inévitablement, le caractère secret et le pouvoir absolu que les forces de sécurité brandissent dans certaines sociétés peuvent conduire à toutes les formes de violations des droits de l'homme – depuis la plus simple, peut-être le harcèlement, à la plus extrême, comme l'emprisonnement sans cause ou la torture. Au **Népal**, les forces de sécurité de l'Etat se sont rendues célèbres dans les abus et le viol des femmes, dans les villages, en toute impunité, jusqu'au moment où les activistes locaux ont décidé d'agir (voir ci-après).

ABUS SEXUEL ET PROSTITUTION FORCEE COMME NORMES ACCEPTEES

Les abus sexuels contre les femmes sont monnaie courante en période de conflit et dans les Etats où les services de sécurité sont puissants. Mais, le silence règne sur cette question, étant donné qu'elle touche le cœur même de la sécurité des individus. Souvent, ni les femmes, ni leurs parents mâles n'osent protester contre une telle méconduite sexuelle. Immédiatement après le conflit, de telles pratiques peuvent cultiver une mentalité qui traite la violence et le trafic des femmes pour le sexe comme inévitables et par conséquent comme acceptables. Au **Timor Oriental**, la violence politique et sociale a baissé d'une manière drastique suite à l'accord de paix, mais la violence domestique est restée la même, comptant pour 40 pour

cent de tous les crimes rapportés. Cela a conduit l'Administrateur des NU, Sergio Vieira de Mello à étiqueter la violence domestique comme « un cancer » dans la société timoraise.¹³⁵

Mais les tabous sociaux qui empêchent le débat sur la violence faite aux femmes ainsi que la marginalisation de la femme en ce qui concerne le pouvoir politique signifient que ces problèmes sont facilement ignorés lors de la préparation et de la mise en œuvre des politiques de RSS. Dans le secteur de sécurité pendant la transition en **Sierra Leone**, deux ans après le début de la réforme de la police de la Sierra Leone, « il existe encore des plaintes de corruption, d'insensibilité à la violence basée sur le genre et de l'échec de mener des enquêtes sur les plaintes relatives au viol et à la violence domestique. »¹³⁶

POURQUOI SE PREOCCUPER DU SECTEUR DE LA SECURITE ?

PROBLEME	CONSEQUENCES
Le Gouvernement est incapable et ne veut pas contrôler l'armée et les autres acteurs de la sécurité	Coup d'Etat ; gouvernement démocratique responsable incapable de prendre racines ; abus des droits de l'homme
Le Gouvernement est incapable ou ne veut pas gérer les dépenses de l'armée et les achats relatifs à la défense d'une manière effective et efficace.	Gaspillage des fonds publics sur un équipement non nécessaire et/ou surestimé ; corruption, faible niveau et qualité de la sécurité.
Le Gouvernement promulgue des mesures répressives en matière de sécurité intérieure pour des avantages politiques insignifiants.	Dépenses militaires excessives ; démocratie menacée, abus des droits de l'homme.
Une stratégie de défense basée sur des estimations irréalistes et exagérées des menaces.	Dépenses militaires excessives ; possible incapacité de répondre à de plus grandes menaces contre la sécurité.

4. COMMENT LES FEMMES CONTRIBUENT-ELLES A LA RSS ?

Il existe peu d'exemples documentés en ce qui concerne la contribution des femmes à la RSS – le principal cas étant celui de l'**Afrique du Sud**.¹³⁷ Les

modèles des activités principales de la femme dans ce domaine sont détaillés ci-après.

LES FEMMES DANS LES FORCES DE SECURITE

Les femmes dans les groupes d'opposition, dans l'armée, les forces de police et les services de renseignement

se trouvent dans une position unique pour exercer, de l'intérieur, un impact sur la RSS. Il est important pour les femmes – spécialement celles qui occupent des positions de leaders – d'introduire une perspective genre dans les discussions sur les questions de sécurité pendant le processus de négociation. En **Afrique du Sud**, les femmes d'Umkonto we Sizwe (MK), l'aile militaire du Congrès National Africain (ANC), se sont appuyées sur leurs propres expériences de harcèlement et de discrimination et se sont fortement battu pour assurer la représentation démocratique dans les nouvelles structures de sécurité, y compris la mise en place de politiques assurant l'inclusion des femmes et un statut et une participation égaux.

Les femmes combattantes – membres des groupes rebelles ou des forces gouvernementales – peuvent participer dans les différents aspects de la RSS, y compris en tant que membres des nouvelles institutions, mais elles ont bénéficié d'opportunités limitées. De plus en plus, on prête attention aux femmes dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) (voir chapitre sur le DDR). Mais, dans beaucoup de cas, on leur dénie l'accès aux avantages, y compris l'éducation et l'emploi. Habituellement, les femmes participent dans les nouvelles forces en nombre plus réduit que leurs collègues mâles. En **El Salvador**, les femmes représentaient moins de six pour cent de la force de police de l'après guerre¹³⁸ et, en **Afghanistan**, il y avait 40 pour cent de recrues femelles dans la première classe

de 1500 au sein de l'Académie de Police de Kaboul.¹³⁹ Les officiers femmes de la police s'occupent spécifiquement des questions des « femmes » telles les victimes de la violence domestique ou l'arrestation et la recherche des femmes prisonnières. Les femmes reçoivent souvent des positions de bas niveau comme les tâches de secrétaires. En **Sierra Leone**, malgré le recrutement des femmes et la formation en genre pour les moins gradées, « on s'attend parfois à ce que les officiers de police de sexe féminin fassent un peu plus que cuire le repas de midi pour les officiers de police de sexe masculin. »¹⁴⁰ Mais, dans beaucoup de cas – en particulier lorsque les femmes font partie d'une lutte de libération plus large – elles ont des compétences et comprennent les questions qui peuvent bénéficier aux institutions de sécurité dans son ensemble, spécialement en ce qui concerne les relations des forces de sécurité avec la communauté.

LES FEMMES AU PARLEMENT

En tant que parlementaires, les femmes peuvent jouer un rôle clé en exigeant des comptes ainsi que la transparence de la part des services de sécurité ; dans la détermination des budgets et des politiques afin de s'assurer que les dépenses militaires ne prennent pas les ressources destinées au développement des services comme l'éducation, l'environnement, les services sociaux et les soins de santé ; en incluant le public dans le débat et le dialogue sur ces questions, et en assurant une représentation démocratique dans les nouvelles structures de la sécurité.

Sécurité et Terrorisme

La déclaration de la « Guerre contre la Terreur » après les attaques du 11 septembre, 2001 aux Etats Unis, a conduit à une militarisation accrue dans beaucoup de pays à travers le monde. Suite à cela, dans certains pays affectés par les conflits, les lois et les politiques contre le « terrorisme » ont été utilisées pour justifier les mesures énergiques du gouvernement contre toutes formes de différence d'opinion. A son tour, ceci a eu un impact négatif sur le travail de quelques ONGs et les activités de paix de la société civile, pendant que certains gouvernements cherchaient à les coopter. Certains gouvernements ont exigés que les groupes de la société civile fournissent des informations et de l'aide ou ont conditionné leur propre assistance à la coopération dans la lutte contre les acteurs « terroristes ». Au **Népal**, par exemple, l'armée a bloqué les soins médicaux et les prestations médicales aux villages où elle suspecte les activités Maoïstes. A travers le monde, les activistes de la société civile dénoncent non seulement ces politiques, mais révèlent également qu'une militarisation plus accrue crée une insécurité accrue pour beaucoup de civils. Les groupes de femmes dans des pays aussi variés que la **Colombie** et le **Népal** tentent de trouver des solutions de rechange pour surmonter ces contraintes.

En **Afrique du Sud**, les femmes parlementaires ont encouragé la participation du public dans le processus de réforme en incluant les ONGs dans la formulation des nouvelles politiques. Elles ont également pris position, en plaidant en faveur de l'honnêteté et de la transparence lorsqu'une transaction portant sur les armes était conclue sans débat public ou que des allégations de corruption étaient rampantes. Les femmes ont également critiqué le gouvernement parce qu'il dépense les maigres ressources sur les armes au lieu de les consacrer à l'allègement de la pauvreté, et une femme clé parlementaire a démissionné en signe de protestation contre la transaction.¹⁴¹

LES FEMMES AU GOUVERNEMENT

La présence de femmes leaders dans les positions gouvernementales, comme ministres ou à d'autres hautes fonctions de décideurs, peut également avoir un impact sur le processus et le contenu de la RSS. Assurer la promotion de la femme dans les postes de prise de

décisions au niveau national et local est crucial pour maximiser leurs contributions à la RSS.

En **Afrique du Sud**, dans le cadre de la mise en place d'une autorité transparente civile au niveau des forces armées, une femme Quaker a été nommée au poste de Vice Ministre de la Défense. Parmi les autres initiatives prises, elle a convoqué un séminaire annuel de Table ronde des Femmes pour la Paix qui rassemble les femmes de l'armée et celles de la société civile pour discuter des questions relatives aux besoins sécuritaires du pays et à la conduite des militaires. Sous sa direction, d'autres initiatives au sein du Ministère de la Défense – y compris un point focal genre - des programmes de sensibilisation du genre et des politiques spécifiques pour supprimer les barrières contre les femmes et promouvoir leur égale participation dans les structures de sécurité ont été lancés.

LES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les ONGs et les activistes de la communauté ont un rôle vital à jouer dans la transformation du secteur de la sécurité, en servant d'experts conseillers dans le processus, en exerçant des pressions pour les réformes, en représentant les intérêts de leurs communautés et en offrant les services hautement désirés pour combler les carences dans le travail officiel. En plus, l'implication du public est en soi-même un des plus importants accès de la RSS.

Les intellectuels et les experts féministes et anti-militaristes ont également apporté une importante vision au processus de la RSS. En **Afrique du Sud**, ils ont joué un rôle clé dans l'élaboration des politiques

et le suivi de la transparence et du devoir de rendre compte. Il y a encore peu de femmes par rapport aux hommes avec une expertise dans les questions concernant la sécurité militaire. Mais, dans beaucoup de zones de conflit, les activistes féminins de la paix ont initié des efforts pour inclure la formation en matière de genre, des droits de l'homme et de l'Etat de droit dans les programmes des forces de sécurité.

En **Colombie**, depuis 2003, les groupes de femmes ont questionné les notions militaristes de sécurité et travaillent par le biais de leurs réseaux pour redéfinir la sécurité en se basant sur les besoins humanitaires. Au **Népal**, depuis 2003, une organisation féminine a signé un contrat avec l'armée pour dispenser la formation à quelques 200 commandants de haut rang dans le domaine des droits de l'homme et des conventions internationales relatives au droit de la femme et de l'enfant. Par des programmes interactifs impliquant le personnel militaire de haut rang et des villageois, elles soulignent l'impact du harcèlement de l'armée et de la violence et cherchent à promouvoir la protection de la vie et à expliquer comment les actions de l'armée violent les normes internationales. En 2004, un Comité de Pilotage comprenant des représentants de **Save the Children's**,¹⁴² des forces armées et de la police en général, et le cabinet du premier ministre a été créé pour suivre les progrès et soutenir la confection d'un manuel de formation pour le personnel militaire sur le terrain.

Au sud du **Soudan**, suite aux efforts de plaidoyer par des groupes de femmes en 2002, une série de réunions a été organisée entre les leaders traditionnels, les groupes de femmes, la société civile

et les autorités civiles afin d'explorer le rôle du secteur de la sécurité dans la promotion de la paix. Suite à ces discussions, les juges et les forces de police ont commencé à suivre de nouveaux programmes de formation destinés à accroître leur compréhension des lois relatives aux droits de l'homme. De nouvelles descriptions de postes ont été élaborées avec une référence particulière sur le respect et la mise en œuvre des normes internationales des droits de l'homme dans le contexte de la police et de la justice. Les femmes leaders à la base sont également entrain d'être formées pour comprendre la pertinence des questions relatives à la sécurité.¹⁴³

La société civile peut assurer le suivi des plans gouvernementaux et faire des pressions en faveur des réformes. En **Sierra Leone**, en 1998, les ONGs ont réagi contre le plan du gouvernement d'inclure les hommes qui s'étaient mutinés dans les nouvelles forces armées, ce qui a conduit à un dialogue national sur le rôle des forces armées dans le pays. A **Fidji**, Les ONGs féminines oeuvrant avec le Ministère des Affaires Féminines ont rencontré le Comité National chargé de la Révision de la Sécurité et de la Défense (NSDR) dans le cadre de son processus de révision en 2003. La réunion comprenait des discussions sur la façon de conduire le processus de révision, de savoir qui était invité, de connaître les questions identifiées comme menaces à la sécurité et comment incorporer les standards et les normes internationales (y compris la Résolution 1325) dans le programme de défense. Suite à cela, les groupes de femmes ont soumis deux propositions au NSDR, y compris des recommandations pour la nomination permanente du

Ministre de la Femme au Conseil National de Sécurité et la représentation des femmes dans les comités de sécurité au niveau provincial et des districts.

Pendant le conflit **Géorgien et Abkhaz**, les groupes de femmes ont amené les discussions sur « la sécurité humaine » afin de développer des domaines communs de préoccupation. Ils ont trouvé que pour beaucoup de déplacés internes géorgiens, la sécurité serait renforcée en retournant chez eux en Abkhazie ; par contre, les Abkhasiens considéraient que le retour des géorgiens serait une menace contre leur sécurité, étant donné qu'il impliquait un retour potentiel de la violence et de la vengeance. Afin de surmonter la peur du châtement, les activistes féminins des deux camps font du lobbying auprès des autorités gouvernementales pour qu'elles adoptent des résolutions sur la non reprise du conflit armé comme mesure de renforcement de la confiance.

Les exemples de partenariat entre la société civile et le gouvernement se multiplient. Au **Guatemala**, le FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), une ONG concentrant son attention sur la sécurité, a réuni la société civile, les représentants du gouvernement et les membres du secteur de la sécurité dans un processus consultatif afin de trouver des solutions aux défis spécifiques relatifs à la sécurité. Au **Malawi**, les organisations de la société civile contribuent à l'efficacité de leurs unités de police dans la communauté par la collecte de l'information sur le crime et les petites armes, par des activités de sensibilisation du public et de plaidoyer pour la réforme du droit.

Les femmes sont également très familières avec les besoins de leur communauté et peuvent faire le plaidoyer en faveur d'une réorientation du budget destiné aux dépenses militaires vers le secteur social. En 1997, dans une pétition signée par 99.000 femmes et présentée au Secrétaire Général des Nations Unies, il y a eu un appel en faveur d'une réduction de 5 pour cent des dépenses militaires nationales sur le plan mondial et pour une redistribution de ces fonds aux programmes de santé, d'éducation et de l'emploi au cours des cinq années suivantes.¹⁴⁴

Au niveau local, la connaissance par les femmes des besoins de la communauté a émergé au cours d'une conférence des femmes **irakiennes** au mois de novembre 2003. Leurs recommandations relatives à l'amélioration de la sécurité comprenaient : « Assurer immédiatement l'éclairage des rues. »¹⁴⁵ Elles ont noté que dans les rues sombres, les cambriolages, le vol, les enlèvements et les autres formes de violence étaient plus courants. C'était une cause de grande préoccupation pour la communauté. Tout en reconnaissant qu'assurer l'éclairage des rues n'aborde pas les causes plus complexes de l'insécurité dans de telles circonstances, il aide à limiter les hors la loi et permet aux voisins et aux communautés de recouvrer un certain niveau de sécurité de base.

Les femmes peuvent également être efficaces en assurant la police communautaire. Dans plusieurs Etats qui sortent d'un conflit, en réponse au manque de sécurité et à l'augmentation du crime violent, faire jouer le rôle de police par les membres de la

communauté est devenu un moyen de maintenir une sécurité et une sûreté de base. Le **Fonds de Développement des NU pour les Femmes (UNIFEM)** a sponsorisé des groupes de femmes en **Bosnie, Herzégovine** et au **Cambodge** pour organiser des sessions de formation pour les leaders de la police communautaire, afin de mieux répondre aux besoins des femmes, en rendant les unités plus efficaces dans le renforcement de la sécurité à travers la communauté.¹⁴⁶

5. QUELLES SONT LES POLITIQUES INTERNATIONALES QUI EXISTENT ?

Très peu d'attention a été portée sur la question de l'implication des femmes dans la RSS. Pendant que la **Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des NU**, par exemple, ordonne l'inclusion des femmes dans les processus de paix et la reconstruction post conflit, les déclarations officielles des NU et des autres organisations n'ont pas encore traité d'une manière spécifique l'inclusion des femmes et de la dimension genre dans la transformation du secteur de la sécurité.

Aussi bien dans les sphères gouvernementales et non gouvernementales, des études ont porté sur l'importance de la société civile à l'égard de ces questions, bien que peu mentionnent spécifiquement les femmes. L'**UNIFEM** et le **Bureau du Secrétaire Général** ont publié des rapports qui discutent brièvement du rôle de la femme dans la RSS. Il faut encore faire davantage pour faire progresser cette question.

6. ENTREPRENDRE UNE ACTION STRATEGIQUE : QUE PEUVENT FAIRE LES FEMMES BATISSEURS DE LA PAIX ?

1. Etablir un réseau avec les principaux groupes et cellules de réflexion de la société civile qui se spécialisent dans les questions de sécurité pour échanger les connaissances et les stratégies et renforcer les capacités au sein de votre organisation pour s'occuper des ces questions.
2. Eduquer les femmes et les hommes en matière de RSS – ses mécanismes, ses cadres et politiques, avec une attention spécifique sur la façon de répondre aux besoins particuliers des femmes en matière de sécurité.
3. Convoquer des réunions publiques pour définir les préoccupations relatives à la sécurité de la population et les éventuelles solutions :
 - sensibiliser la population au niveau de la communauté sur l'importance d'entrer en contact avec le secteur de la sécurité ;
 - utiliser les médias pour initier un dialogue public sur la RSS ; et
 - publier les résultats des consultations et les utiliser pour faire le plaidoyer en faveur d'une plus large participation du public dans les débats relatifs à la sécurité.
4. Identifier et entrer en contact avec les acteurs clés du gouvernement et de l'armée impliqués dans le processus et présenter les préoccupations de la société civile.
- exercer des pressions sur toutes les parties afin d'inclure les femmes et les autres acteurs de la société civile dans les discussions portant sur la sécurité ; et
- lancer un appel pressant au gouvernement et au parlement pour qu'ils considèrent les besoins, les préoccupations et la contribution de la communauté.
5. Travailler avec et renforcer la capacité des femmes occupant des positions officielles afin qu'elles s'engagent dans les questions de sécurité. S'assurer qu'elles ont une perspective du genre dans leurs délibérations et les encourager à rencontrer les groupes de la société civile.
6. Assurer le suivi des discussions gouvernementales et internationales sur la RSS, commenter et proposer des solutions par le biais de communiqués de presse et de publications.
7. Assurer le suivi des pratiques relatives au budget, aux dépenses et aux achats du parlement et du ministère de la défense pour assurer la transparence et la responsabilité.
8. Faire un lobbying en faveur d'une action affirmative et de politiques anti-discriminatoires afin d'assurer l'égalité participation des femmes dans l'armée.
9. Faire un lobbying pour et assurer la conscientisation et la formation en

matière de droits de l'homme pour les branches des institutions de sécurité qui vont le plus probablement entrer en contact avec les civils (comme la police).

10. Réunir les femmes provenant de l'armée, du parlement et de la société civile pour discuter les questions concernant les femmes et la sécurité, créer un calendrier commun et élaborer des stratégies sur les étapes visant à garantir l'inclusion des perspectives du genre dans la prise de décision en matière de défense et de sécurité.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34

35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89

90	145
91	146
92	
93	
94	
95	
96	
97	
98	
99	
100	
101	
102	
103	
104	
105	
106	
107	
108	
109	
110	
111	
112	
113	
114	
115	
116	
117	
118	
119	
120	
121	
122	
123	
124	
125	
126	
127	
128	
129	
130	
131	
132	
133	
134	
135	
136	
137	
138	
139	
140	
141	
142	
143	
144	